



KingoNews

Email: info@kingonews.com - Website: www.kingonews.com

N°0065 JUIN 2023



Sénégal, Macky Sall, le feu et le sang.



BLACKSTONE
CONSTRUCTION GROUP



WACOMA

West African Conference Management Agency



Magazine Béninois d'informations,
d'analyses et de publicité
EDITÉ PAR
KINGO COMMUNICATIONS SARL
PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE ÉDITORIAL
Christophe DJOSSOU
email : djossou@kingonews.com
Tél : +229 97 69 84 55 - 95 19 00 01
DIRECTEUR DE PUBLICATION
Landry VODJI
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
Ethan OKPA
RÉDACTION
Rodrigue DJOSSOU
Hermann ATTIOGBE
Baudouin ABAHOUMBA
MONTAGE
Philippe D. HOUÉSSOU
CRÉDITS PHOTOS
Brice dade
ADRESSE
C/351 SÈNADÉ - 06 BP 2626 COTONOU
TÉL : +229 21 60 46 42
Mob : +229 97 100 888 / 98 36 67 67
email : info@kingonews.com
site web : www.kingonews.com



BLACKSTONE

CONSTRUCTION GROUP

Etudes – Conception, Exécution et
Contrôle des travaux - Ingénierie conseils

Construction de bâtiments,
travaux publics et génie civil,

Diverses prestations de
services l'étude,

La conception et la réalisation de tous projets de construction de bâtiments et travaux publics;

Toutes activités de construction d'infrastructures routières, portuaires, aéroportuaires, le génie civil, le génie rural,

L'entretien et l'assainissement de tous ouvrages ; la mise en place, l'administration

et la maintenance de tous réseaux fluides et fils ; l'aménagement;

Les forages et l'hydraulique ;

L'exploitation des carrières ;

La fourniture de tous matériaux et équipements de construction;

L'acquisition, l'exploitation et la location de machines, camions et engins lourds de BTP;

la gestion immobilière en général et notamment, l'acquisition, la mise en valeur, l'ad-

ministration, l'exploitation, la location, la vente en totalité ou par parties,

et l'échange de tous terrains et immeubles; toutes divisions et appropriations desdits terrains et immeubles, ainsi que l'édification de toutes constructions sur ces terrains;

Entreprise de tous travaux de voirie, canalisations d'eau, d'égouts, de gaz et d'installations d'éclairage;

L'aménagement de tous immeubles, maisons de rapport, hôtels ou maisons meublées, leur location ou leur vente;

l'acquisition de tous immeubles, maisons de rapport, hôtels ou maisons meublées, leur location ou leur vente;

L'acquisition de tous biens meubles et objets mobiliers; l'administration, la location et l'exploitation desdits biens meubles et immeubles;

l'aliénation de tout ou partie desdits biens meubles et immeubles par voie d'échange ou de vente ;

l'aménagement du territoire ;

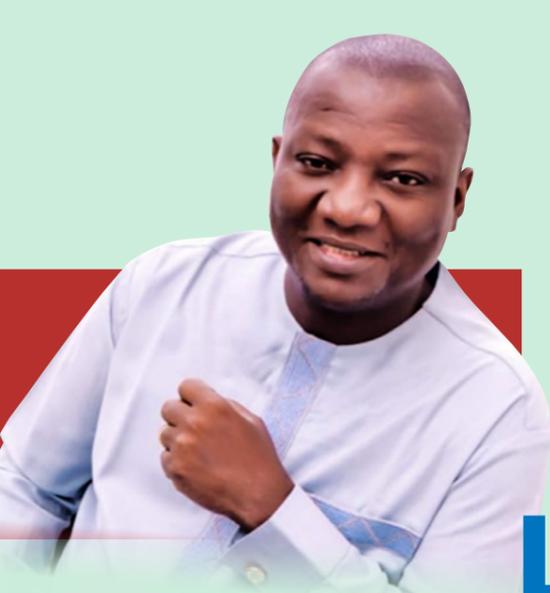
Importation et la vente de matériaux de construction, la quincaillerie générale;

Toutes opérations généralement quelconques pouvant concerner directement ou indirectement l'achat, la vente, l'échange, l'importation, l'exportation, l'emmagasinage, le warrantage et le transport de tous produits, marchandises, denrées et objets de toute nature et de toutes provenances;

toutes opérations de représentation, commission et courtage relativement à ces produits, marchandises, denrées et objets ;

La vente en gros, demi-gros et détails de tous articles...

Et généralement, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rapporter directement ou indirectement à l'objet social.



L'ascension et la chute du gouverneur de la CBN, Godwin Emefiele

Le dernier rebondissement dans l'histoire du tout-puissant gouverneur de la Banque centrale du Nigeria, Godwin Emefiele, est sa suspension par le président Bola Tinubu au milieu d'une enquête sur son bureau et des réformes prévues du secteur financier.

Vendredi soir, Tinubu a ordonné la suspension immédiate d'Emefiele de ses fonctions de gouverneur de la Banque centrale du Nigeria (CBN). On l'a fait remettre au sous-gouverneur chargé des opérations, Folashodun Shonubi.

Il n'y a généralement pas de retour en arrière pour un gouverneur suspendu de la CBN au Nigeria. Emefiele lui-même a été nommé en 2014 à la suite de la suspension du gouverneur de la CBN, Sanusi Lamido, par le président Goodluck Jonathan. Sa reconduction en 2019 l'a vu devenir le premier gouverneur de la CBN à obtenir deux mandats en plus de deux décennies.

La chute d'Emefiele en disgrâce est révélatrice. Il est passé du personnage tout-puissant qui a décidé, qui a toujours décidé de

qui doit obtenir les rares dollars du Nigeria ou qui doit bénéficier des fonds d'intervention de la CBN d'un milliard de nairas d'un trait de plume, à un homme suspendu de son travail et faisant l'objet d'une enquête sur des allégations de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.

La suspension de l'empereur, comme l'appellent plusieurs banquiers en raison de la manière impériale dont il dirigeait les affaires monétaires du pays, est interprétée comme l'ultime décision du président Tinubu pour assainir la politique monétaire.

Sous Emefiele, le Nigeria a mis en place un système de taux de change multiples qui a semé la confusion par-

mi les investisseurs étrangers et privé le pays de dollars. La pratique a attiré les critiques de Tinubu qui a utilisé son discours d'investiture pour appeler à sa fin.

La restauration du marché des changes en panne au Nigeria est considérée comme une étape cruciale pour attirer les investissements étrangers dans la plus grande économie d'Afrique. Mais pour de nombreux investisseurs, la destitution

d'Emefiele en tant que gouverneur de la CBN était tout aussi cruciale.

La gestion de la monnaie par la CBN avait créé une marge d'arbitrage et de corruption, la prime du marché parallèle étant en moyenne de 65,8 N/\$ par rapport au taux officiel entre 2015 et

2021, bien supérieure à la prime de 5,1 N/\$ entre 2004 et 2014.

La suspension d'Emefiele est susceptible d'ouvrir la voie à un taux de change officiel reflétant le marché. Cela sera suivi d'un rétrécissement de l'écart important entre le taux officiel et le taux du marché parallèle,

La suspension de l'empereur, comme l'appellent plusieurs banquiers en raison de la manière impériale dont il dirigeait les affaires monétaires du pays, est interprétée comme l'ultime décision du président Tinubu pour assainir la politique monétaire.

selon certains analystes qui se sont entretenus avec AfricaFinancial Times, votre Magazine économique et financier.

Hormis sa tentative ratée de se présenter à la présidence qui l'aurait opposé à Tinubu dans la bataille qui devait avoir lieu au sein du parti au pouvoir APC, Emefiele n'a pas fait grand-chose pour se faire aimer de Tinubu.

L'ancien gouverneur de l'État de Lagos, Tinubu, avait pendant sa campagne accusé Emefiele d'avoir tenté de saborder ses chances de gagner les élections en adoptant une politique de refonte du naira qui a épongé l'argent du système et attisé la colère contre le parti au pouvoir.

La relation d'Emefiele avec le prédécesseur de Tinubu, le président Muhammadu Buhari, était tout le contraire. Les politiques monétaires peu orthodoxes de l'homme de 61 ans ont été soutenues par Buhari dont il a suivi les ordres en résistant aux appels pour permettre au naira de s'affaiblir après qu'un effondrement des prix du pétrole ait pulvérisé les pétro-monnaies.

Le mandat d'Emefiele, qui a commencé sous l'ancien président Goodluck Jonathan en 2014, a été caractérisé par une hausse sans précédent de l'inflation et un effondrement de la valeur de la monnaie locale. L'inflation globale au Nigeria est passée de 8 % lorsque Emefiele a pris ses fonctions de gouverneur pour la première fois en 2014 à 22 % en avril 2023, selon les données de la Banque centrale du Nigeria.

C'est sous sa surveillance que la CBN a violé sa propre loi en accordant au gouvernement plus de prêts que la loi ne le permettait, alimentant ainsi l'inflation qu'il tentait de freiner.

Les prêts de la CBN au gouvernement,



Godwin Emefiele

autrement connus sous le nom de «Ways and Means», sont passés de 790 milliards de nairas en mai 2015 à 23,7 milliards de nairas en 2022.

Entre 2021 et 2022, les prêts de la CBN au gouvernement sont passés de 17,5 billions de nairas à 22 billions de nairas, ce qui signifie que quelque 4,5 milliards de nairas ont été ajoutés en 2022. C'est presque à égalité avec les revenus totaux gagnés par le gouvernement pour toute l'année alors que ce chiffre ne devrait jamais dépasser cinq pour cent des recettes publiques, selon

la loi CBN.

Des politiques curieuses comme la restriction des importateurs de quelques 42 articles pour accéder au dollar sur le marché officiel n'ont servi qu'à exposer ses idées déformées sur la politique monétaire. Il a eu recours à la suppression de la demande de dollars alors que les nigériens s'attendaient à ce qu'il cherche des moyens pour améliorer l'offre de dollars.

Même lorsque ses politiques tombaient à plat, personne ne pouvait lui demander des comptes. Les banquiers ne

l'ont jamais critiqué ni interrogé, même lorsqu'il les débitait régulièrement pour avoir enfreint une directive de prêt truquée qui les obligeait à prêter 60 % des dépôts des clients.

Les banques ont également été soumises à l'un des ratios de réserve de trésorerie les plus élevés au monde qui s'établissait à un taux effectif d'environ 40 %. Bien qu'elles soient incapables de faire des affaires avec jusqu'à 40% du total des dépôts des clients, les banquiers ne l'ont jamais ouvertement défié, préférant parler aux médias de manière confidentielle.

Son mandat de gouverneur a également coïncidé avec un manque croissant de transparence au sein de la banque faïtière qui n'a pas publié ses résultats financiers depuis 2018.

Emefiele s'en est tiré à plusieurs reprises avec un meurtre, mais le poulet est peut-être finalement revenu à la maison pour se percher ■

 Christophe G. DJOSSOU

Christophe G. DJOSSOU

Tél : +229 97 698 455 / 95 190 001

email: cdjossou@kingonews.com



**AVEC VOUS, NOUS IRONS
ENCORE PLUS LOIN !**



INTERNATIONAL BUSINESS BANK

Partenaire de votre succès

CARTE COLLECTION* RETOUR VERS LE FUTUR

 SOCIETE
GENERALE



RETOUR
VERS
LE **FUTUR**



MARTY MCFEY

VISA



DIRECTION LE FUTUR

1. Scannez le QR Code avec l'appareil photo de votre Smartphone.
2. Visez la carte sur l'affiche.
3. Profitez d'une expérience en réalité augmentée !

**C'EST VOUS
L'AVENIR**



SOCIETE
GENERALE

Nouvelle identité pour la TotalEnergies Confederation of African Football (CAF) Coupe d'Afrique des Nations Côte d'Ivoire 23.

La TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations Côte d'Ivoire 23 débutera le 13 janvier 2024 avec le premier match prévu au Stade Olympique Alassane Ouattara

La CAF et le Comité d'Organisation de Côte d'Ivoire, le COCAN, ont dévoilé aujourd'hui l'identité officielle de la TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations Côte d'Ivoire 23, marquant ainsi une étape importante dans la création d'une nouvelle image pour le plus grand événement sportif d'Afrique.

C'est la première fois depuis plus de dix ans que la CAF offre un nouveau look à la TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations Côte d'Ivoire 23 - démontrant une fois de plus l'engagement de la CAF à faire de l'événement, se déroulant en Côte d'Ivoire l'année prochaine, le plus mémorable de l'histoire de la compétition.

Cette identité rend symboliquement hommage à la richesse de la culture ivoirienne et du continent africain dans son ensemble, tout en mettant en avant la beauté du football africain et la splendeur de la nation hôte.

La TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations Côte d'Ivoire 23 débutera le 13 janvier 2024 avec le premier match prévu au Stade Olympique Alassane Ouattara.

S'exprimant sur l'importance de l'identité, le secrétaire général de la CAF, Veron Mosengo-Omba, a déclaré : « Le dévoilement de l'identité de la TotalEnergies



CAF Coupe d'Afrique des Nations Côte d'Ivoire 23 marque une étape passionnante dans notre parcours vers le tournoi en 2024. Nous sommes conscients que nous nous rapprochons de plus en plus de ce grand rendez-vous qui aura lieu en janvier prochain.

À propos de l'identité de la TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations

La forme fluide des défenses prend vie, capturant avec grâce l'énergie et le mouvement qui définissent le football africain. L'identité comporte également cinq ballons, élégamment mis en valeur, pour symboliser le trophée de la TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations.



Côte d'Ivoire 23

Culturellement aussi importante que le tournoi lui-même, la nouvelle identité de la compétition raconte une belle histoire, celle de la force, de l'unité à travers le football et de l'énergie inégalée de l'Afrique.

Les FAC et le COCAN encouragent les

partisans à rester à l'affût de leurs canaux officiels et de leurs plateformes de médias sociaux pour recevoir des mises à jour

Inspirée des étoffes vibrantes de l'héritage africain, l'identité officielle capture l'esprit et l'énergie du football africain.

En son cœur se trouve les majestueuses défenses de l'éléphant qui ont une double signification : tout d'abord

elles représentent la Côte d'Ivoire, la riche histoire du football dans ce pays et son rôle dans l'organisation de ce tournoi prestigieux ; ensuite, les six défenses sont les six groupes qui participeront à la compétition, incarnant la diversité et l'unité que l'Afrique dégage.

La forme fluide des défenses prend vie, capturant avec grâce l'énergie et le mouvement qui définissent le football africain. L'identité comporte également cinq ballons, élégamment mis en valeur, pour symboliser le trophée de la TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations

Côte d'Ivoire 23. Ces sphères représentent le summum de la réussite, le prix ultime qui attend l'équipe victorieuse en route vers la gloire.

Une palette de couleurs soigneusement choisie parmi les teintes de la Côte d'Ivoire ajoute un spectacle visuel au logo. Les nuances vibrantes résumant la vivacité et la diversité du pays hôte, capturent son attrait et la richesse culturelle qui imprègne tous les aspects de la Côte d'Ivoire.

Au milieu des acclamations et des chants de ferveur, les Africains et les observateurs sportifs du monde entier célèbrent ce nouveau logo symbolique tout en poursuivant le compte à rebours les séparant du plus grand tournoi de football en Afrique qui aura lieu en Côte d'Ivoire.

La CAF et le COCAN encouragent les fans à rester à l'écoute de ses chaînes officielles et de ses plateformes de médias sociaux pour recevoir les mises à jour, les actualités et du contenu exclusif liés au tournoi TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations Côte d'Ivoire 2023 ■

 Fidèle Aka

Finalisation de la Feuille de Route pour mieux intégrer la dimension genre dans le processus électoral et les réformes politiques et administratives en cours au Mali.

Cet atelier a rassemblé 30 experts/ expertes spécialisés dans les domaines du genre, de la planification et de la gouvernance politique. La MINUSMA, ONU Femmes et le PNUD ont récemment pris part à un atelier qui s'est déroulé du 29 mai au 2 juin afin de finaliser la feuille de route pour mieux intégrer le genre dans le processus électoral et les réformes politiques et administratives en cours au Mali. Cet atelier a rassemblé 30 experts/ expertes spécialisés dans les domaines du genre, de la planification et de la gouvernance politique.



Au cours de ces journées de travail, les échanges ont notamment porté sur l'intégration du genre dans les réformes institutionnelles et administratives, la participation accrue des femmes aux échéances électorales, ainsi que le pilotage et le suivi de la mise en œuvre de la feuille de route. Grâce à ces échanges, une feuille de route détaillée et stratégique a pu être élaborée, comprenant des actions budgétisées à court, moyen et long terme. Le document final sera soumis aux Ministres de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation pour adoption et exé-

cution.

Cet atelier a permis de mobiliser des expertises variées et complémentaires,

avec pour objectif commun de promouvoir l'intégration de la dimension genre dans les réformes politiques et administratives en cours au Mali. Les participants ont partagé leurs connaissances, leurs expériences et leurs idées novatrices afin de garantir une prise en compte adéquate des enjeux de genre dans ces processus.

Les participants ont partagé leurs

Cet atelier a permis de mobiliser des expertises variées et complémentaires, avec pour objectif commun de promouvoir l'intégration de la dimension genre dans les réformes politiques et administratives en cours au Mali.

connaissances, leurs expériences et leurs idées novatrices afin de garantir une prise en compte adéquate des enjeux

de genre dans ces processus. L'engagement et la collaboration entre la MINUSMA, ONU Femmes, le PNUD/PAREM et les autres partenaires techniques et financiers ont été essentiels tout au long de cet atelier. L'implication de toutes les parties prenantes a renforcé la légitimité et l'efficacité de la feuille de route élaborée.



La feuille de route sera soumise aux Ministres de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, ainsi qu'à l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, en vue de son adoption et de sa mise en œuvre. Il s'agit d'une étape cruciale pour concrétiser les recommandations formulées lors du séminaire de haut niveau et pour garantir une intégration effective de la dimension genre dans le processus électoral et les réformes politiques et administratives au Mali.

L'engagement et le soutien des acteurs impliqués, ainsi que la volonté politique affichée, sont des éléments clés pour assurer le succès de cette initiative. La MINUSMA, ONU Femmes, le PNUD/PAREM et les autres partenaires techniques et financiers continueront d'apporter leur appui technique et financier pour accompagner la mise en œuvre de la feuille de route, contribuant ainsi à renforcer l'égalité des genres et la participation active des femmes dans les processus politiques et électoraux au Mali.

La participation de la ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Mme Founè Wadidié COULIBALY, à la cérémonie d'ouverture a souligné l'importance des travaux, en présence du Gouverneur et du Maire de la commune urbaine de Ségou. Elle a profité de l'occasion pour remercier le système des Nations Unies et les autres partenaires techniques et financiers qui soutiennent ce processus vital de la refondation du Mali avec les femmes et les jeunes comme des piliers centraux. Elle a également rappelé que les partenaires présents au Mali aujourd'hui sont les amis des Maliens et Maliennes avant d'exhorter l'équipe d'experts à produire une feuille de route déclinée en actions claires et budgétisées pour une validation et une

exécution ultérieures.

M. Njanja Fassu, Chef de la division des Affaires Politiques de la MINUSMA, représentant les partenaires techniques et financiers de l'ONU, a rappelé que la participation égale et significative des femmes aux processus électoraux et politiques est essentielle

L'engagement et le soutien des acteurs impliqués, ainsi que la volonté politique affichée, sont des éléments clés pour assurer le succès de cette initiative.

pour une paix durable dans la refondation du Mali. Il a également souligné l'importance de la feuille de route qui sera finalisée, en tant qu'outil crucial à mettre en œuvre pour soutenir les progrès de la parité entre les sexes au Mali. Enfin, il a réitéré le plein soutien de la MINUSMA, des partenaires de l'ONU au Gouvernement du Mali ■

 Immaculée Numbi

DStv

Channel 410



FIRST IN BUSINESS WORLDWIDE.

CNBC AFRICA IS AFRICA'S LEADING BUSINESS AND FINANCIAL NEWS CHANNEL, PROVIDING YOU WITH A UNIQUE BLEND OF INTERNATIONAL, PAN-AFRICAN BUSINESS AND ECONOMIC NEWS 24 HOURS A DAY.

JOIN THE CONVERSATION



@CNBCAfrica

Visit: www.cnbc africa.com

AN **ABN** COMPANY

LES BOUQUETS
CANAL+
channel 169

 **StarTimes**
channel 309

 **YouTube**



Transnational
Academic
Group

GHANA LTD.

Lancaster
University 
Ghana



Get a British Degree from *Lancaster University Ghana*

Undergraduate | Postgraduate | English Proficiency Programme | Foundation

The only British University Campus in West Africa.

Scholarships Available.

Lancaster University Ghana is a partnership between TAG Ghana and Lancaster University (UK).



Ghana: +233 (0) 2454 61209 | admissions@lancaster.edu.gh

Nigeria: +234 (0) 706 817 9657 | nigeria@lancaster.edu.gh

www.lancaster.edu.gh

Après 25 années de participation, le pionnier de l'énergie kényane KenGen devient hôte national de l'Africa Energy Forum (AEF) 2023, qui ouvre ses portes à Nairobi.

KenGen connaît bien les « premières » et fut en effet la toute première entreprise de services publics du continent cotée à la Bourse de Nairobi (NSE)

En 1998, la Kenya Electricity Generating Company PLC (KenGen) devenait la première entreprise de services publics à confirmer sa participation à l'édition inaugurale de l'Africa Energy Forum (AEF). Un quart de siècle plus tard, le premier producteur d'électricité d'Afrique de l'Est et l'un des leaders mondiaux du développement géothermique s'appuiera sur son engagement indéfectible, alors que la capitale du Kenya, Nairobi, accueille l'événement et une délégation composée d'innovateurs, de décideurs, de financiers, de ministres et de futurs acteurs clés à l'échelle mondiale.

KenGen connaît bien les « premières » et fut en effet la toute première entreprise de services publics du continent cotée à la Bourse de Nairobi (NSE), attirant ainsi des investissements dans le secteur énergétique du pays, permettant d'exporter des compétences à travers le continent et de promouvoir de nouvelles formes d'électrification comme la géothermie. Grâce à ces efforts, le bouquet énergétique kényan compte aujourd'hui la plus forte proportion d'énergies renouvelables d'Afrique, avec près de 92 %.

KenGen n'a par ailleurs jamais hésité à partager son expertise et ses succès dans le cadre de conférences. Chaque

année, KenGen organise le séminaire « Good-to-Great Global Innovation » qui offre aux innovateurs la possibilité de s'exprimer au sein de leurs équipes, de promouvoir le développement, de proposer des idées nouvelles et de faire évoluer l'entreprise vers de nouvelles perspectives. KenGen a également tenu sa première conférence annuelle sur l'énergie durable l'année dernière et envisage d'organiser la deuxième édition dans le courant de l'année.

Les efforts constants de l'entreprise en vue de s'améliorer sont particulièrement remarquables. L'entreprise a en effet vu le jour en 1954 avec pour mission de produire de l'électricité par le biais du développement, de la gestion et de l'exploitation de centrales électriques.

Les efforts constants de l'entreprise en vue de s'améliorer sont particulièrement remarquables. L'entreprise a en effet vu le jour en 1954 avec pour mission de produire de l'électricité par le biais du développement, de la gestion et de l'exploitation de centrales électriques. Les restructurations fréquentes, les revirements stratégiques et les augmentations d'investissement ont permis à KenGen d'évoluer avec son temps, tout au long de son existence, ce qui en fait

un partenaire évident de l'AEF, un événement visant lui aussi à relever les défis actuels tout en gardant une longueur d'avance sur les besoins futurs en électricité.

Le président de KenGen, Julius Migos Ogamba, déclare : « Depuis sa création en 1954, KenGen a réalisé des progrès considérables dans le secteur de l'énergie au Kenya. Avec une part de marché de 65 % pour la production d'électricité et une capacité installée de 1 904 MW, KenGen est le plus grand producteur d'énergie d'Afrique de l'Est. En Afrique, KenGen collabore aujourd'hui avec les distributeurs d'électricité d'Éthiopie et de Djibouti en leur fournissant des services de forage géothermique. »

Notre stratégie est de continuer à fournir de l'énergie propre à un prix compétitif, tout en créant de la valeur pour les actionnaires

Pour sa part, Abraham Serem, directeur général et CEO, confirme l'orientation stratégique de l'entreprise cotée au NSE : « Notre stratégie est de continuer à fournir de l'énergie propre à un prix compétitif, tout en créant de la valeur pour les actionnaires et en développant les sources d'énergie et les sources de revenus. La capacité de production installée de l'entreprise est répartie comme suit : 43 % pour l'hydroélectricité, 42 % pour la géothermie, 14 % pour l'énergie thermique et 1 % pour l'énergie éo-





lienne. »

KenGen couvre six zones d'exploitation, à savoir une zone géothermique le long de la vallée du Grand Rift, avec des centrales géothermiques et des têtes de puits exploitées comme sources d'énergie de base sur les sites d'Olkaria et d'Eburru.

La région occidentale est dotée d'une capacité installée de 250 MW répartie entre quatre centrales hydroélectriques, une centrale thermique et des unités de turbines à gaz.

Quant à la région orientale, elle comprend cinq centrales électriques le long de la cascade de la rivière Tana, ainsi que quatre autres dans la région d'Upper Tana et les centrales éoliennes de Ngong, dans la banlieue de Nairobi. L'hydroélectricité demeure la première source d'énergie de KenGen, avec une capacité installée de 826 MW.

Ce volume de production issu d'un mélange de sources diversifiées illustre parfaitement comment l'entreprise est devenue au fil des ans un pionnier du continent, et à quel point son savoir-faire est précieux à partager lors d'événements comme l'AEF. Si les efforts concertés de l'événement ont permis au Kenya de devenir le premier pays d'Afrique continentale à accueillir

l'AEF, le pays souhaitait également tirer parti de l'expertise de KenGen et ouvrir ses portes au monde grâce à ce forum mondial.

« Le tourisme est l'un des principaux piliers de l'économie kenyane, et le tourisme de conférences est devenu un élément

« Nous tendons la main de l'amitié à tous les participants et nous nous réjouissons à la perspective de vivre une semaine exceptionnelle de réunions productives. »

major de l'économie du pays. Le gouvernement s'est dès lors employé à faire du

Kenya non seulement une destination touristique mondiale, mais aussi une destination internationale pour les affaires et les conférences », déclare Davis Chirchir, secrétaire d'État à l'Énergie et au Pétrole de la République du Kenya. « Sous le thème essentiel de « L'Afrique pour l'Afrique », nous sommes impatients d'accueillir les nombreux partenaires et promoteurs de l'AEF du monde entier, tout comme nos collègues des ministères et des secteurs publics africains. Tous sont les bienvenus et nous leurs exprimons notre gratitude pour les efforts déployés afin de réduire le déficit énergétique, tant au niveau régional qu'à l'échelle du continent. »

Le Kenya partage la même vision d'un avenir africain prospère, porté par les innovations énergétiques, et réaffirme-

ra lors de l'AEF sa mission d'investir massivement dans les industries de demain. Cela concerne particulièrement les technologies à l'épreuve du changement climatique pour l'exploitation minière, la réduction des émissions de carbone et le développement d'industries vertes, comme l'acier vert et l'hydrogène.

Et M. Chirchir de conclure : « Nous avons déjà formé un groupe de travail intergouvernemental pour garantir aux délégués du forum une expérience exceptionnelle pendant leur séjour au Kenya. Composé notamment de représentants du ministère du tourisme, ce groupe de travail soutient également les personnes désireuses d'explorer notre grande nation au-delà de Nairobi et de profiter des safaris organisés dans plusieurs régions du pays, sans oublier les zones côtières dont la beauté est exceptionnelle. »

« Nous tendons la main de l'amitié à tous les participants et nous nous réjouissons à la perspective de vivre une semaine exceptionnelle de réunions productives. »

Promouvoir les investissements énergétiques dans les économies à forte croissance – Depuis 25 ans, EnergyNet organise en Europe, aux États-Unis, en Asie, en Afrique et en Amérique latine des forums d'investissement et des dialogues entre dirigeants pour les secteurs énergétiques de l'Afrique et de l'Amérique latine.

Aujourd'hui, KenGen PLC dispose d'une capacité de production installée de 1 904 MW, dont plus de 86 % proviennent de sources vertes, à savoir : hydroélectricité (826 MW), géothermie (799 MW), énergie thermique (253 MW) et énergie éolienne (25,5 MW) ■

 Ahmed Talabi El-Nasser

MultiChoice Africa redevient rentable et affirme son engagement en faveur du divertissement africain

Malgré des conditions de marché difficiles, l'engagement inébranlable de MultiChoice Africa à raconter des histoires africaines et son investissement continu dans le contenu local ont été la force motrice de son succès dans un secteur hautement compétitif.

MultiChoice Africa Holdings ("MultiChoice Africa") a fait preuve d'une résilience remarquable et a atteint la rentabilité, consolidant ainsi sa position de leader dans le domaine du divertissement africain.

Avec la publication des résultats financiers du Groupe MultiChoice (MCG) pour l'exercice 2023, MultiChoice Africa est fière d'annoncer son retour à la rentabilité, marquant ainsi une étape importante dans le parcours de la société.

Malgré des conditions de marché difficiles, l'engagement inébranlable de MultiChoice Africa à raconter des histoires africaines et son investissement continu dans le contenu local ont été la force motrice de son succès dans un secteur hautement compétitif. MultiChoice Africa a démontré son en-

gagement à faire croître, amplifier et multiplier l'Afrique grâce au pouvoir du divertissement, au pouvoir de ses parties prenantes et celui de son personnel, comme en témoignent ces résultats prometteurs.

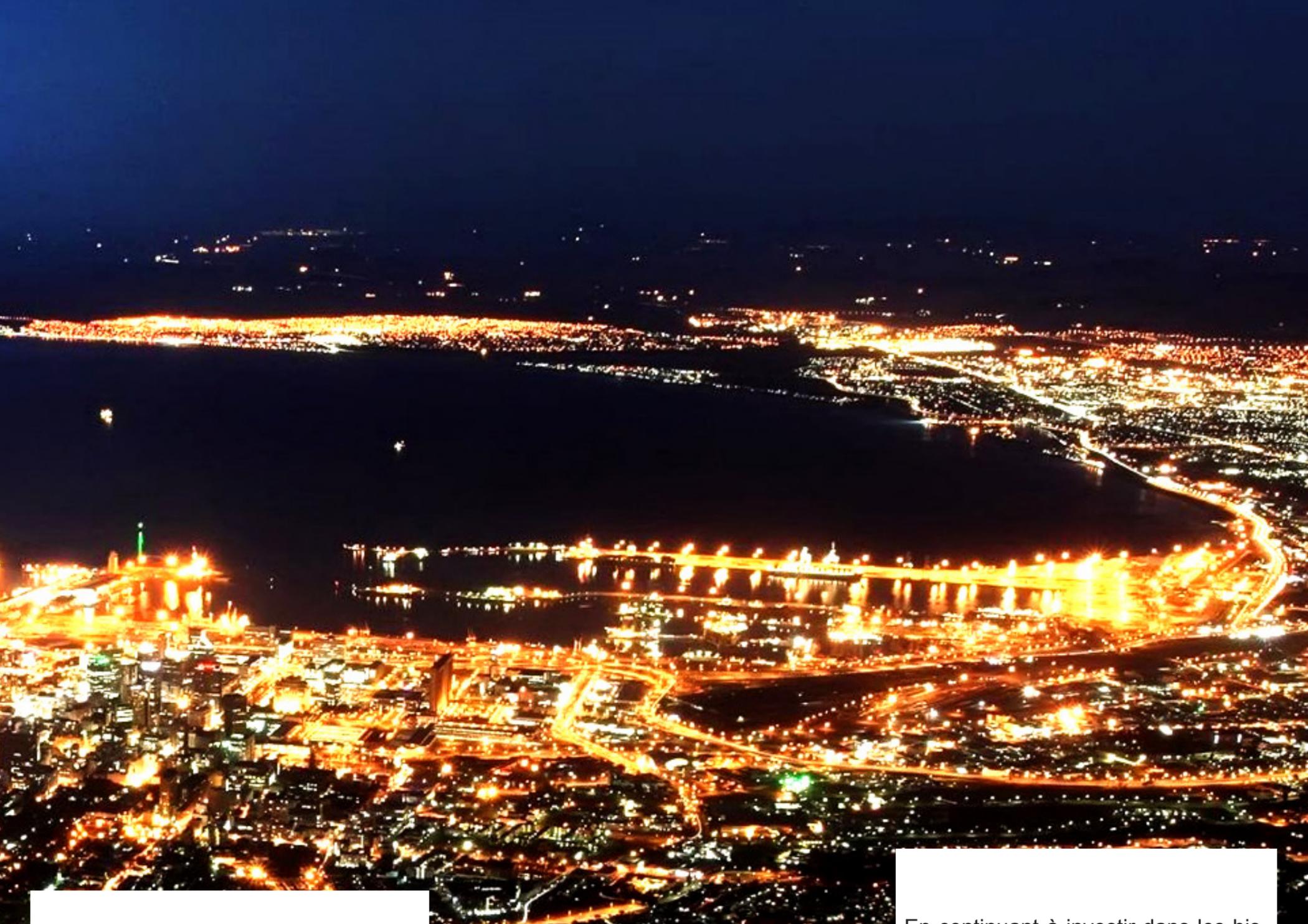
"Notre secteur a été confronté à de nombreux défis ces derniers temps", déclare Fhulufhelo Badugela, directeur général de MultiChoice Africa. "Cependant, nous avons surmonté ces défis en tirant parti de nos forces pour les surmonter, et c'est une chose dont nous sommes très fiers.

Au cours de l'exercice écoulé, l'activité Reste de l'Afrique de MultiChoice a non seulement renoué avec la rentabilité, mais a également élargi son écosystème de services aux consommateurs. Grâce à la Coupe du monde de football et à des contenus locaux populaires tels que Big Brother Naija, l'activité Reste de l'Afrique a connu une croissance substantielle, ajoutant 1,4 million d'abonnés actifs pendant 90 jours et atteignant plus de 14 mil-

lions de foyers sur le continent.

Motivé par son engagement en faveur des histoires locales, le groupe MultiChoice au sens large a investi dans le contenu local, en encourageant les talents africains et en favorisant une industrie créative florissante. Au cours de l'exercice 2023, le contenu local a représenté 50 % des dépenses totales du groupe en matière de divertissement général, dépassant cet objectif un an plus tôt que prévu. La bibliothèque de contenu local du groupe compte désormais plus de 76 000 heures, la production de contenu local ayant augmenté de 9 % pour l'année en cours, atteignant 6 587 heures.

Nous sommes sur la bonne voie pour passer d'une plateforme traditionnelle de télévision payante à un écosystème plus large reposant sur la technologie



Malgré des problèmes de liquidités au Nigeria, MultiChoice Africa a réussi à rapatrier des fonds tout au long de l'année. La société a également lancé cinq chaînes locales supplémentaires sur le continent, notamment en Ouganda, en Éthiopie et au Ghana, tandis que des émissions populaires ont continué à atteindre des taux d'audience record sur diverses plateformes.

En tant que champion incontesté du divertissement sportif en Afrique, MultiChoice Africa a offert à ses fans le meilleur de l'action à travers le monde grâce à SuperSport. L'entreprise a notamment diffusé en direct les 64 matches de la Coupe du monde de la FIFA, accompagnés de commentaires en 11 langues sur huit marchés.

En outre, le groupe MultiChoice s'est associé à Comcast par le biais de NBC Universal et Sky pour renforcer la position de leader de Showmax sur le marché de la diffusion en continu

sur le continent. Ce partenariat permettra aux clients d'avoir accès à une gamme plus diversifiée de contenus locaux et internationaux, grâce à la plateforme évolutive de classe mondiale de Peacock.

En mai, MultiChoice a annoncé la création d'une coentreprise appelée Moment, qui offrira une infrastructure de paiement élargie dans toute l'Afrique. Moment vise à transformer le paysage africain des paiements en rendant les paiements numériques plus accessibles et plus fiables pour les paiements nationaux, transfrontaliers et mondiaux.

"Grâce aux investissements réalisés au cours de l'année écoulée, nous sommes sur la bonne voie pour passer d'une plateforme traditionnelle de télévision payante à un écosystème plus large reposant sur la technologie.

En continuant à investir dans les histoires africaines, MultiChoice Africa s'engage à consolider sa position en tant que plateforme pour les conteurs d'histoires locaux, en célébrant et en partageant le riche patrimoine et la tapisserie culturelle du continent avec le monde.

"Alors que nous naviguons dans ce secteur en constante évolution, nous restons forts, prêts à fournir un contenu africain convaincant qui capte les cœurs et les esprits du public à travers le continent", conclut M. Badugela. "Nous sommes enthousiasmés par nos perspectives et restons déterminés à faire des progrès significatifs vers un avenir rentable en tant que conteur d'histoires le plus aimé d'Afrique" ■

 Corine Nhlapo

70 ans d'Afrique au cœur d'Ascoma



*Solutions d'assurance sur mesure
pour les entreprises et les particuliers*

**1^{er} Courtier Indépendant
En Afrique Subsaharienne**



ASCOMA

Conseil & Courtier en Assurances

AVEC VOUS, À CHAQUE ÉTAPE

Avec nos **offres d'assurance**, vivez plus serein aujourd'hui et demain.

- Assurance Vie
- Assurance Retraite
- Assurance Études

✉ cotedivoire.societe-generale@socgen.com

02111111

C'EST VOUS L'AVENIR



SOCIETE GENERALE
COTE D'IVOIRE



Sénégal, Macky Sall, le feu et le sang.

Au moins 19 morts, des centaines de blessés, des militants torturés et incarcérés, 500 arrestations : le pays s'est embrasé après le verdict condamnant l'opposant Ousmane Sonko. Malgré un relatif retour au calme, le feu couve toujours. Et l'élection présidentielle se profile.



dans la rue et le pays connaît des jours sombres.

Un « climat de terreur », selon les mots du directeur d'Amnesty Sénégal, Seydi Gassama. Et la mécanique de cette violence ne semble pas devoir s'enrayer: « C'est parti pour durer, cela a commencé dès le verdict (le 1er juin – NDLR), on peut penser que cela va s'atténuer, mais les forces de police et de défense ne sont pas en mesure de contenir la colère. Tout le monde est furieux », décrit par téléphone l'écrivain et intellectuel Boubacar Diop.

**“le bruit du silence du Président de la République est aussi assourdissant que celui des canons des FDS.”
Une occasion pour soutenir que le Président Macky Sall “en est l'unique responsable.”**

pour soutenir que le Président Macky Sall “en est l'unique responsable.” Dans une déclaration, M. Pouye d'ajouter : “Quand le Sénégal est à feu et à sang, quand une partie de la population se lance dans des guérillas urbaines suicidaires, signe d'une détresse d'une jeunesse désemparée et désœuvrée qui considère à tort ou à raison que c'est la seule issue face à une situation économique et sociale catastrophique et délétère et face à ce qu'elle considère comme une société de l'impunité, et quand la répression et le silence du président Macky Sall constituent la seule réponse visible, alors, l'unique responsable est le président de la République, gardien de notre sécurité qui a le devoir d'assurer notre quiétude.”

Le khalife général des mourides, Serigne Mountakha Mbacké, ne veut plus d'activités politiques à Touba. Il demande aussi la délocalisation des lieux de vote de la ville sainte.

D'après Daby Pouye, Economiste, par ailleurs Président du Mouvement Sopp Sénégal et candidat déclaré à l'élection présidentielle de février 2024, le Sénégal à feu et à sang. A l'en croire, “le bruit du silence du Président de la République est aussi assourdissant que celui des canons des FDS.” Une occasion

Une accalmie en trompe-l'œil après les émeutes de la fin de de semaine

Les récentes manifestations qui ont secoué le pays n'ont pas épargné la ville sainte de Touba. Suite à ces évé-

Des scènes d'émeute, des forces de police débordées, l'armée réquisitionnée, Internet partiellement coupé. Au moins 19 morts, souvent très jeunes et la plupart sous les balles de la police, des centaines de blessés: depuis la condamnation à deux ans de prison ferme de l'opposant Ousmane Sonko, le leader du mouvement Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), la jeunesse sénégalaise est descendue



ments, le khalife général des mourides a pris un certain nombre de décisions. La première est de confier la sécurité de Touba aux Baye Fall qu'il a reçus le samedi 10 juin. L'autre décision est d'interdire, dans la ville sainte, toute activité ou manifestation politique. En effet, aux yeux de Serigne Mountakha, la sécurité ne saurait faire défaut. D'où son choix de confier cette problématique aux disciples de Mame Cheikh Ibrahima Fall, qui est "la sécurité de la confrérie", car ayant été le premier à qui la mission a été dévolue. Et que cela continue jusqu'à présent. "La sécurité de Touba est confiée à vous les Baye Fall. Ce qui nous fait le plus mal encore, ce sont les activités politiques dans la ville. Or, c'est ce que nous n'aimons pas voir ici. Ils peuvent aller ailleurs pour le faire", a ordonné le khalife. Toutefois, il recommande aux Baye Fall de le faire dans la paix et la quiétude, comme le faisait le fondateur du mouridisme Cheikh Ahmadou Bamba Mbacké. "Tout doit se faire dans la paix.

Quand nous disons cela, tout le monde doit l'entendre et le croire. Serigne Touba a accompli un grand travail et Dieu l'a fait rencontrer de méchants ennemis. Il s'en est sorti, est revenu dans la ville et aucune goutte de sang n'a été versée. C'est comme ça que le travail doit se faire. C'est l'héritage de Serigne Touba. Nous devons tous lui dédier cela. Tout ce qui doit se passer le sera dans les normes de la loi et tout va bien se dérouler. Ce qui m'importe le plus, c'est la cessation des activités politiques et je suis heureux de cette rencontre", a ajouté le saint homme. Par ailleurs, le patriarche de Darou Minan a aussi demandé la délocalisation des lieux de vote de la ville sainte de Touba. Au Sénégal, la tension est montée d'un cran après la condamnation jeu-

Au Sénégal, la tension est montée d'un cran après la condamnation jeudi 1er juin de l'opposant sénégalais Ousmane Sonko à deux ans de prison.

di 1er juin de l'opposant sénégalais Ousmane Sonko à deux ans de prison. Il était poursuivi pour viol et menaces de morts et il a été condamné pour "corruption de la jeunesse". Officiellement, les émeutes qui ont éclaté depuis ont fait 16 morts, 19 si l'on en croit les partisans de Sonko. Après plusieurs jours de violence, le calme semble enfin revenu lundi 5 juin mais cela pourrait ne pas durer longtemps, car rien n'est réglé.

Rien n'est réglé parce qu'Ousmane Sonko n'a toujours pas été arrêté après sa condamnation qui le rend inéligible. On sait aussi que la jeunesse n'a pas grand-chose à perdre et qu'elle se tient prête à descendre à nouveau dans la rue pour défendre son leader. Le parti de Sonko, le Pastef (Patriotes africains du Sénégal pour le



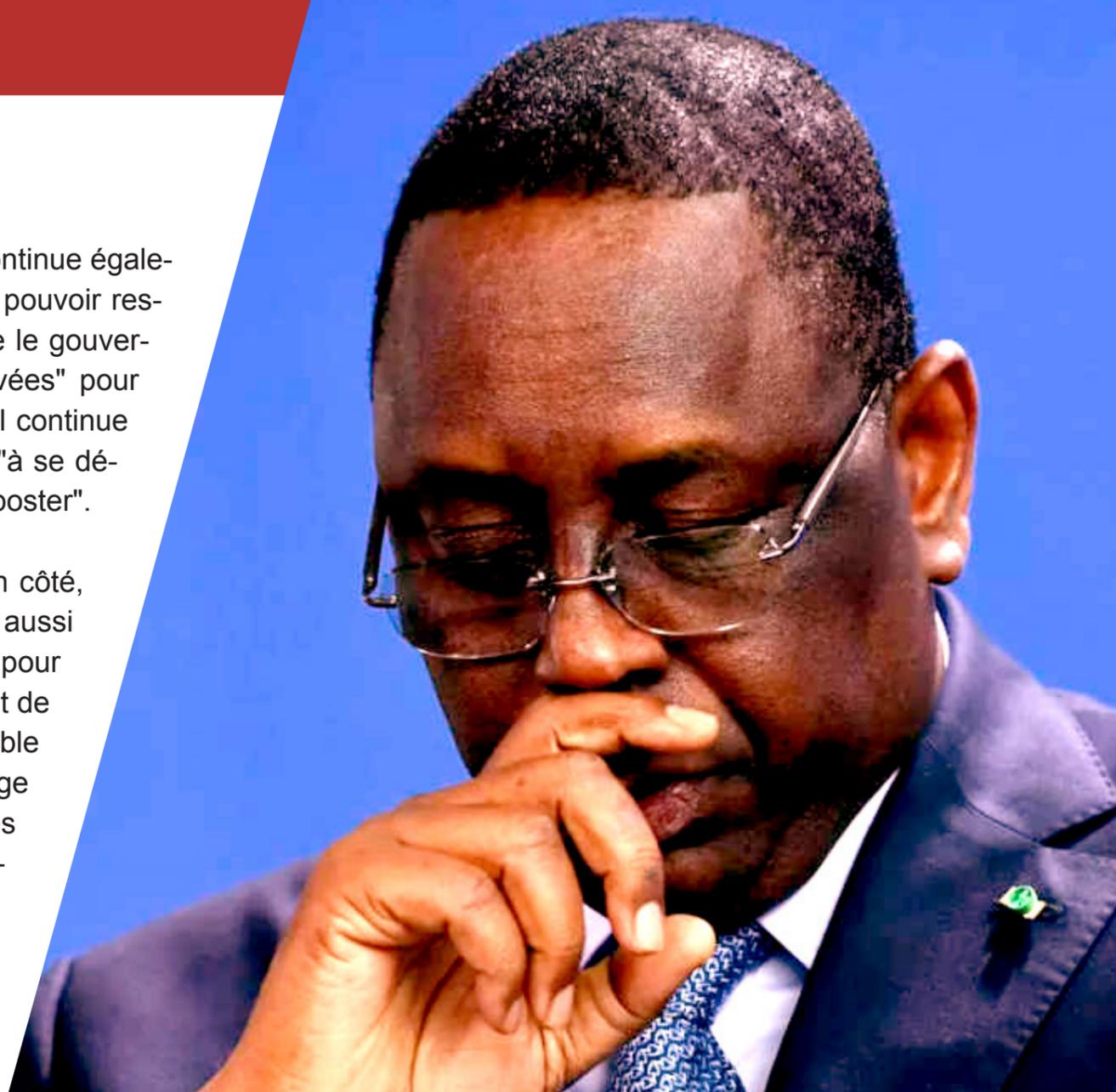
travail, l'éthique et la fraternité), continue également de mobiliser et de rendre le pouvoir responsable de la situation. Il accuse le gouvernement d'utiliser "des milices privées" pour "mater" les populations civiles et il continue surtout d'exhorter les Sénégalais "à se défendre par tous les moyens et à riposter".

Rien n'est réglé parce que de son côté, le gouvernement continue lui aussi d'avancer et d'accuser. Il dénonce pour sa part les "actes de vandalisme et de banditisme" dont il rend responsable les partisans de Sonko. Il s'interroge sur les "forces occultes" soutenues par l'étranger qui viennent déstabiliser le pays et le "plonger dans le chaos". Il affirme que certains manifestants sont armés. Le ministre de l'Intérieur a annoncé samedi avoir mené d'ailleurs quelque 500 arrestations. De plus, une partie de l'internet et de certaines applications comme Facebook, WhatsApp ou Twitter est toujours suspendue.

La prochaine élection présidentielle est le nœud du problème

Toute la question est de savoir qui pourra participer à la prochaine présidentielle. Sonko, en prison, ne pourra pas se présenter en 2024. Ses partisans ne peuvent pas accepter cet empêchement, ils sont prêts à tout, y compris à tout casser, pour se faire entendre et ramener leur leader dans la course. De son côté, Macky Sall, l'actuel président laisse planer le doute sur sa participation, en sachant qu'une candidature à un troisième mandat ne serait pas forcément légale. L'annonce d'une troisième candidature pourrait surtout être très mal vécue par ses opposants qui, là encore, pourraient descendre dans la rue pour dire leur colère. Dans tous les cas, le retour au calme n'est qu'un trompe-l'œil et il est impossible de dire dans quelle situation le Sénégal va se retrouver dans les jours, semaines ou mois à venir.

Alors que la colère est contenue pour le moment, des appels au dialogue se multiplient. Les Etats-Unis se sont dits "préoccupés et attristés" par ces violences et ont appelé à un retour au calme. Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a



appelé au calme et à la retenue. La France a fait de même. Elle se souvient qu'en 2021, lors des dernières émeutes, liées déjà à l'affaire Sonko, de nombreux intérêts français avaient été visés. Lors des manifestations du 3 et 4 juin, aucun sentiment anti-français ne s'est manifesté même si des magasins Auchan ont été pris pour cible ■

 Christophe G. Djossou



ITB - DIVISION DESIGN

Le département de design comprend une équipe d'architectes expérimentés travaillant sans relâche les différentes phases de la construction, du développement de la conception aux détails de la supervision jusqu'à l'achèvement. Cela grâce à l'ingénierie de la valeur, la recherche de nouveaux matériaux et aux innovations techniques persistantes qui aident à résoudre les problèmes après une analyse diligente sans compromis sur le résultat final. #builditright



DIVISION BETON

Nos centrales de bétonnage sont en mesure de fournir toute quantité demandée. Nous surveillons systématiquement nos fournitures de matières premières à l'aide de notre laboratoire bien équipé situé sur place. #builditright

Afin de mieux vous servir, veuillez nous fournir le plus d'informations:

www.itbng.com - info@itbng.com



ITB NIGERIA LIMITED
SUCCURSALE BENIN



ITB - DIVISION PREFABRIQUE

Créé en août 2012, la Division de la CITO PRECAST, membre de l'Association internationale de base creuse pré-stressée (IPHA) fournit des éléments préfabriqués pour les projets de l'ITB et d'autres grands projets Nigéria et Benin.

Nous produisons des dalles alvéolées, des colonnes en béton centrifugé et des faisceaux en béton. La fabrique de blocs de ciment creux produit environ 100,000 m2 de dalles alvéolées chaque année pour de nombreux projets.

[#builditright](#)



ITB - DIVISION COFFRAGE

ITB propose un système de coffrage sûr, rentable et de haute qualité qui garantit la surface et la forme du béton prévues.

[#builditright](#)



Allianz Assurance

signe le premier contrat stratégique de son type dans le secteur d'assurance avec la plateforme esaal visant à fournir des solutions numériques intégrées pour la santé mentale et nutrition à ses clients.

Au moyen de ce partenariat, la plateforme «Esaal» permettra aux clients d'Allianz en Égypte d'accéder facilement aux meilleures solutions numériques pour des soins de santé et psychologiques équitables.

Hegazy : Chez Allianz, nous accordons une attention particulière aux secteurs de l'assurance médicale, de la santé et des soins psychologiques... Grace à notre partenariat avec «Esaal», nous sommes la première compagnie d'assurance apportant des solutions et des services numériques intégrés via une plateforme numérique unique.

Doss : Aujourd'hui représente un tournant exceptionnel, due à l'association créée entre Esaal et Allianz, visant à parvenir à une harmonie forte qui redéfinit l'expérience de la santé numérique en Égypte et dans le monde arabe. Ensemble, nous soutiendrons un avenir qui combine une assurance complète, la santé mentale et physique sous un même parapluie, tout en préservant pleinement la confidentialité des clients. L'accord a été signé par M. Ayman Hegazy, Président-Directeur-Général du Groupe Allianz en Égypte et M. Fadi Doss, Président-Directeur-Général et fondateur d'Esaal Égypte, en présence de M. Khaled Ali, directeur général adjoint d'Allianz Assurance en Egypte.

Ce partenariat, le premier du genre, nous propulse à la pointe de l'innovation en matière de santé numérique mondiale et d'assurance universelle. Au moyen de ce partenariat, la plateforme «Esaal» permettra aux clients d'Allianz en Égypte d'accéder facilement aux meilleures solutions numériques pour des soins de santé et psychologiques équitables.

La plateforme fournira également des canaux de conseil fiables et sécurisés par SMS, appels téléphoniques, consultations à distance et appels vidéo. Cette étape permet à Allianz Assurance de compléter ce qu'elle a initié en matière de transformation numérique dans le domaine de l'assurance médicale en proposant un parcours numérique intégré à ses clients, commençant par les consultations médicales et psychologiques jusqu'à la dispensation des traitements.

Dans ce contexte, M. Ayman Hegazy, PDG du Groupe Allianz en Égypte, a déclaré: «Chez Allianz, nous avons entamé le parcours de la transformation numérique et sommes contents de ce que nous avons accompli dans ce domaine, et fiers de notre premier partena-

riat unique en son genre dans le secteur égyptien des assurances avec la plateforme Esaal, une des plateformes numériques émergentes et leaders dans la fourniture de soins médicaux intégrés de consultations en santé mentale et en nutrition. Cet accord s'inscrit dans la stratégie d'Allianz Assurance supportant l'entrepreneuriat et les entreprises





Dans le cadre de notre partenariat avec ESAAL, nous serons la première compagnie d'assurance à fournir des solutions et des services numériques intégrés liés à la santé physique et mentale via une plateforme unique, lorsque la santé mentale est devenue une composante essentielle de la santé publique, affectant les développements des individus, de la communauté, de la société et de l'économie.»

«Ce partenariat, le premier de son genre, nous propulse à la pointe de l'innovation en matière de santé numérique au niveau mondial et d'assurance universelle ce qui garantit la santé mentale et physique des individus et des entreprises. Nous ouvrons de nouvelles portes et redéfinissons la façon dont nous prenons soin de nous-mêmes et de notre société. » - Fadi Doss, Fondateur et PDG de la plateforme Esaal.

Il est à noter qu'Allianz Assurance, Égypte, sert à installer le modèle international de succès du groupe sur le marché égyptien, surtout en ce qui concerne les produits, la qualité des

Dans le cadre de notre partenariat avec ESAAL, nous serons la première compagnie d'assurance à fournir des solutions et des services numériques intégrés liés à la santé physique et mentale via une plateforme unique, lorsque la santé mentale est devenue une composante essentielle de la santé publique, affectant les développements des individus, de la communauté, de la société et de l'économie.»

services et l'application des pratiques environnementales, sociales et gouvernementales. Cela est réalisé en intégrant ces conceptions dans toutes ses activités et processus opérationnels en ligne avec les efforts internationaux du groupe et les objectifs des Nations Unies pour le développement durable et les efforts de l'État Egyptien dans ce contexte pour contribuer à leur réalisation ■

émérgentes et dans sa vision de la transformation numérique et de l'élargissement de la gamme de services proposés à nos clients, car nous travaillons en permanence pour encourager l'innovation et apporter de la nouveauté en termes de produits et services intelligents dans tous les domaines, en particulier dans le domaine de l'assurance

Soins médicaux, de santé et psychologiques, ce qui conforme à la vision 2030 de l'Égypte concernant la transformation numérique.

 Ahmed Talabi El-Nasser



GCITT BÉNIN, L'EMPREINTE DES BÂTISSEURS

Créée en 2008, la Générale du Commerce, de l'Industrie, du Transport et des Travaux (GCITT BÉNIN SA) est une Société anonyme de droit Béninois, avec Conseil d'Administration. Son capital social est de 330 millions de F CFA.

La GCITT BÉNIN SA a pour vocation la construction à grandes échelles de logements sociaux et économiques, adaptés aux conditions climatiques locales. Elle s'est spécialisée dans la technologie HYDRAFORM d'origine sud-africaine qui a fait ses preuves dans le monde entier, depuis plus de 30 ans ! Cette technologie basée sur l'utilisation de la terre stabilisée est écologique, créatrice d'emploi, rapide, efficace et peu coûteuse.

Dotée d'importants moyens de productions et de ressources humaines de qualité, la GCITT BÉNIN propose ses logements à un rapport qualité/prix incomparable ! Chaque jour un peu plus, la GCITT BÉNIN s'impose dans le paysage de la construction et de la vente de logements sociaux au Bénin.

Les cités « GCITT Béthel » de Ouèdo, près de Calavi avec ses 500 villas et duplex et la coquette cité « COEUR-JOIE » de 70 villas, toujours près de Calavi, s'intègrent parfaitement au Programme d'Action du Gouvernement (PAG) qui prévoit d'ici les toutes prochaines années la construction de Vingt mille logements sociaux.

Grâce à la GCITT BÉNIN des centaines de béninois de la diaspora ont acquis une

villa confortable et à leur goût en toute sécurité et simplicité au pays. Et ils sont de plus en plus nombreux à nous solliciter pour la réalisation de leur rêve d'avoir un « pied à terre » ici.

Notre mission est de réaliser des maisons confortables et des cités attrayantes afin de contribuer remarquablement à la satisfaction des besoins de logements partout au Bénin dans une logique de professionnalisme, de respect de l'environnement, en garantissant le meilleur rapport qualité-prix.

Enfin, notre ambition est de devenir le leader dans la construction d'habitations à coûts modérés au Bénin et dans la région.



Générale du Commerce, de l'Industrie, du Transport et des Travaux



**Port of
Antwerp**

LA NOUVELLE ALLIANCE ECONOMIQUE

DIRECTION GÉNÉRALE

Boulevard de la Marina - BP 927 Cotonou BENIN
Tél : +229 21 31 43 87 - 21 31 28 90 - Fax : +229 21 61 28 91
pac@leland.bj - www.portdecotonou.com

CLIENTÈLE Tél : +229 21 31 43 87 - Fax : +229 21 31 43 87 | **CAPITAINE** Tél : +229 21 31 55 92

MALI

BP: E2099 BAMAKO
TÉL / FAX: (223) 20 23 12 55
MOBILE (223) 76 46 05 53

NIGER:

BP: 12963 NIAMEY
TÉL: (227) 20 74 09 65
MOBILE (227) 96 96 62 61 / 93 92 30 50
FAX: (227) 20 74 34 29
EMAIL: catniger@intnet.ne

BURKINA FASO

01 BP: 63 27 OUAGADOUGOU
TÉL: (226) 50 30 45 15
MOBILE (226) 78 83 31 44
FAX: (226) 50 39 90 79
EMAIL: porcotonourepburkinafaso@yahoo.fr

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT

La Banque africaine de développement et partenaires mobilisés contre les déchets plastiques sur les plages ivoiriennes

En Côte d'Ivoire, on estime à 400 000 tonnes les déchets plastiques produits chaque année dont moins de 10% sont recyclés. Le samedi 3 juin, plus de 200 personnes ont participé à l'activité de nettoyage de 1 km de plage, coorganisée par la Banque africaine de développement le ministère de l'Environnement de Côte d'Ivoire, le Système des Nations unies en Côte d'Ivoire; l'ambassade des Pays Bas et la Commune de Grand-Bassam, et la structure «KFO». La mobilisation de haut niveau pour la propreté de la plage de Grand-Bassam, site du patrimoine mondial de l'UNESCO à 30 km d'Abidjan, entrainé dans la célébration de la Journée mondiale de l'environnement 2023 sous le thème « Solutions à la pollution plastique ».

Le fléau de la pollution plastique est une menace visible ayant d'importants impacts négatifs sur chaque communauté. Les plastiques constituent la partie la plus importante, la plus nocive et la plus persistante des déchets et représentent au moins 85 % de tous les déchets marins. En Côte d'Ivoire, on estime à 400 000 tonnes les déchets plastiques produits chaque année dont moins de 10% sont recyclés.

La résolution efficace de ces problèmes, appelle des réflexions plus approfondies pour trouver des solutions à la pollution plastique ainsi qu'à travers des initiatives multiples.

Kouassi Kouamé, chef de Cabinet du

ministère de l'Environnement et Développement durable en Côte d'Ivoire a déclaré : « A l'instar des autres pays du monde, la Côte d'Ivoire s'est résolument engagée à combattre la pollution plastique à travers des initiatives multiples. Au niveau international la Côte d'Ivoire est membre du Partenariat sur les déchets plastiques dans le cadre de la Convention de Bâle depuis 2019. Ce partenariat a pour objectif de promouvoir la gestion écologiquement rationnelle des déchets plastiques dans le monde à travers des projets structurants. Toutes nos initiatives prouvent que la Côte d'Ivoire est à l'œuvre pour relever le défi de la lutte contre la pollution plastique. » Il a terminé avec une exhortation : « Débarrassons nos plages des déchets plastiques pour préserver notre santé et notre environnement. »

Débarrassons nos plages des déchets plastiques pour préserver notre santé et notre environnement

Anthony Nyong, directeur du Département changement climatique et croissance verte de la Banque africaine de développement a déclaré : « L'activité de nettoyage des plages que nous entreprenons aujourd'hui est la vitrine d'une solution globale face à un problème mondial. »

« La Banque africaine de développement, est heureuse de faire partie de ce que le gouvernement de Côte d'Ivoire entreprend alors que nous sommes engagés dans un programme d'économie circulaire pour que les ressources



soient réduites, réutilisées et recyclées. Cette approche est intégrée dans notre stratégie sur le changement climatique, car nous savons qu'environ 3 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre proviennent des pollutions plastiques. », a poursuivi Nyong.

Le représentant du Programme des Nations unies pour l'environnement en Côte d'Ivoire, Mohamed Atani a appelé à l'action : « c'est un problème qui af-



fecte les ressources naturelles et la santé de notre planète ainsi que celles de nos populations et nos économies. Par conséquent tout le monde est concerné. Le moment est à l'action, et on a besoin de l'engagement de tout le monde : gouvernement, secteur privé, association, communes, enfants, écoles etc. »

La Côte d'Ivoire a célébré le cinquantième de la Journée mondiale de l'environnement, le 5 juin 2023 à Abidjan.

Cette journée a mis l'accent sur les solutions à la pollution plastique pour sensibiliser les populations et toutes les parties prenantes aux risques de catastrophe liés à la pollution plastique afin de susciter des actions correctives en faveur de l'environnement.

Les participants ont collecté plus de 100 sacs des déchets plastiques et procédé au tri des déchets pour les remettre à l'Association ivoirienne de valorisation

des déchets, pour un recyclage. A la fin de la journée les parties prenantes ont été formées aux éco gestes pour une gestion durable des déchets plastiques.

 Fiacre Coulibaly



HITECH-ITB

BUILD IT RIGHT



Kuramo beach résidence
(NIGERIA)



Projet de modernisation des
marchés urbains et régionaux
(BENIN)



Ajah Jubilee Flyover Bridge
(NIGERIA)



Projet d'aménagement
touristique de la route
des pêches (BENIN)

CONSTRUISONS L'AVENIR

- ▶ Hitech-ITB Bénin, est la fusion d'expertise de deux grands Leaders du bâtiment et du génie civil au Nigeria et dans la sous-région ouest-africaine. Présent au Bénin depuis quelques années, elle accompagne le pouvoir public dans le cadre de la modernisation de l'environnement et du cadre de vie.
- ▶ ITB Nigeria Limited a été constituée en novembre 1995 pour faire face à la hausse de la demande d'innovation et d'expertise en ingénierie moderne au Nigeria. En tant qu'entreprise enregistrée COREN, avec près de 30 ans d'expérience inégalée dans l'industrie de la construction nigériane et plus récemment dans la sous-région ouest-africaine.
- ▶ Créé en 1988, Hitech est actuellement l'un des leaders du bâtiment et du génie civil au Nigeria. Hitech est toujours prêt à innover et à introduire des développements internationaux éprouvés dans la conception et technologie des matériaux. Hitech est en mesure d'entreprendre une multitude de travaux de génie civil.



THECHAGOURYGROUP



FILIALE DU BÉNIN
LOT 108, PATTE D'OIE 02BP440, COTONOU.
+229 51030000 www.itbng.com

ITB - SERVICES

Au cours des années, ITB a grandi pour apporter un leadership dans la construction de gratte-ciel et grands immeubles. Afin d'améliorer ses services offerts et à accroître la satisfaction de ses clients, ITB a décidé d'investir dans de multiples ressources et filiales. ITB Nigeria Limited Succursale Benin est équipé pour gérer des projets clé en main (design et construction), à la demande du client. Notre bureau d'études est capable de lancer et développer de nouveaux projets ainsi que d'apporter un support technique à nos sites pendant l'exécution. [#builditright](#)



ITB - SECURITE

« Nos politiques HSE se traduisent dans la manière dont nous menons nos activités. »
ITB Nigeria Limited Succursale Benin s'engage à fournir un niveau élevé de performances et de normes en matière de santé, de sécurité et d'environnement (HSE) pour assurer la protection des personnes, de l'environnement et d'autres actifs et intérêts commerciaux. [#builditright](#)



ITB NIGERIA LIMITED
SUCCURSALE BENIN



La Confederation of African Football (CAF)

et le COCAN lancent le compte à rebours officiel de la TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations Côte d'Ivoire 23 avec une nouvelle campagne de communication.

Le COCAN et la CAF ont symboliquement lancé le compte à rebours de 225 jours par le biais d'une prise de contrôle numérique synchronisée à l'échelle mondiale.

La campagne publicitaire, centrée sur +225, l'indicatif de la Côte d'Ivoire, a suscité l'enthousiasme des fans de football à travers l'Afrique et la diaspora, tout en marquant le début du compte à rebours de la TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations Côte d'Ivoire 23.

Le COCAN et la CAF ont symboliquement lancé le compte à rebours de 225 jours par le biais d'une prise de contrôle numérique synchronisée à l'échelle mondiale, comprenant une vidéo animée et concise qui présente le tournoi, son pays hôte et les jours restants avant l'événement.

Prévue pour débiter le 13 janvier 2024, la TotalEnergies

CAF Coupe d'Afrique des Nations Côte d'Ivoire 23 promet d'être une célébration de l'excellence du football africain

Prévue pour débiter le 13 janvier 2024, la TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations Côte d'Ivoire 23 promet d'être une célébration de l'excellence du football africain, mettant en valeur le talent et la passion qui animent le continent.

Les magnifiques villes de Côte d'Ivoire offriront une toile de fond captivante pour une démonstration palpitante d'habileté, de travail d'équipe et d'un esprit de compétition inébranlable.

Le compte à rebours officiel rappelle que le moment tant attendu approche, éveillant un sentiment d'impatience chez les supporters et les joueurs. Les Africains s'uniront, se rallieront à leurs nations respectives et se rassembleront pour célébrer la beauté du continent et le pouvoir unificateur du football.

Alors que le compte à rebours se poursuit, le COCAN et la CAF encouragent les fans à rester à l'écoute des canaux officiels et des plateformes de médias numériques pour des mises à jour, des nouvelles et des contenus exclusifs liés au tournoi de l'AFCON ■

 Koffi Ameyotona

Dialogues Sécuritaires entre les Etats Unis et l'Algérie

La coopération sécuritaire et la lutte commune contre le terrorisme sont la pierre angulaire des relations américano-algériennes.

Une délégation américaine interministérielle composée de hauts fonctionnaires des départements d'État, du Trésor et de la Défense effectue une visite en Algérie les 5 et 6 juin dans le cadre d'un dialogue sécuritaire

entre l'Algérie et les Etats visant à faire progresser les objectifs régionaux communs de stabilité et de lutte contre le terrorisme. Les membres de la délégation ont rencontré leurs homologues des ministères algériens des Affaires étrangères, de la Défense nationale, de l'Intérieur et des Finances.

Votre pays est un leader régional qui a fait ses preuves dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé

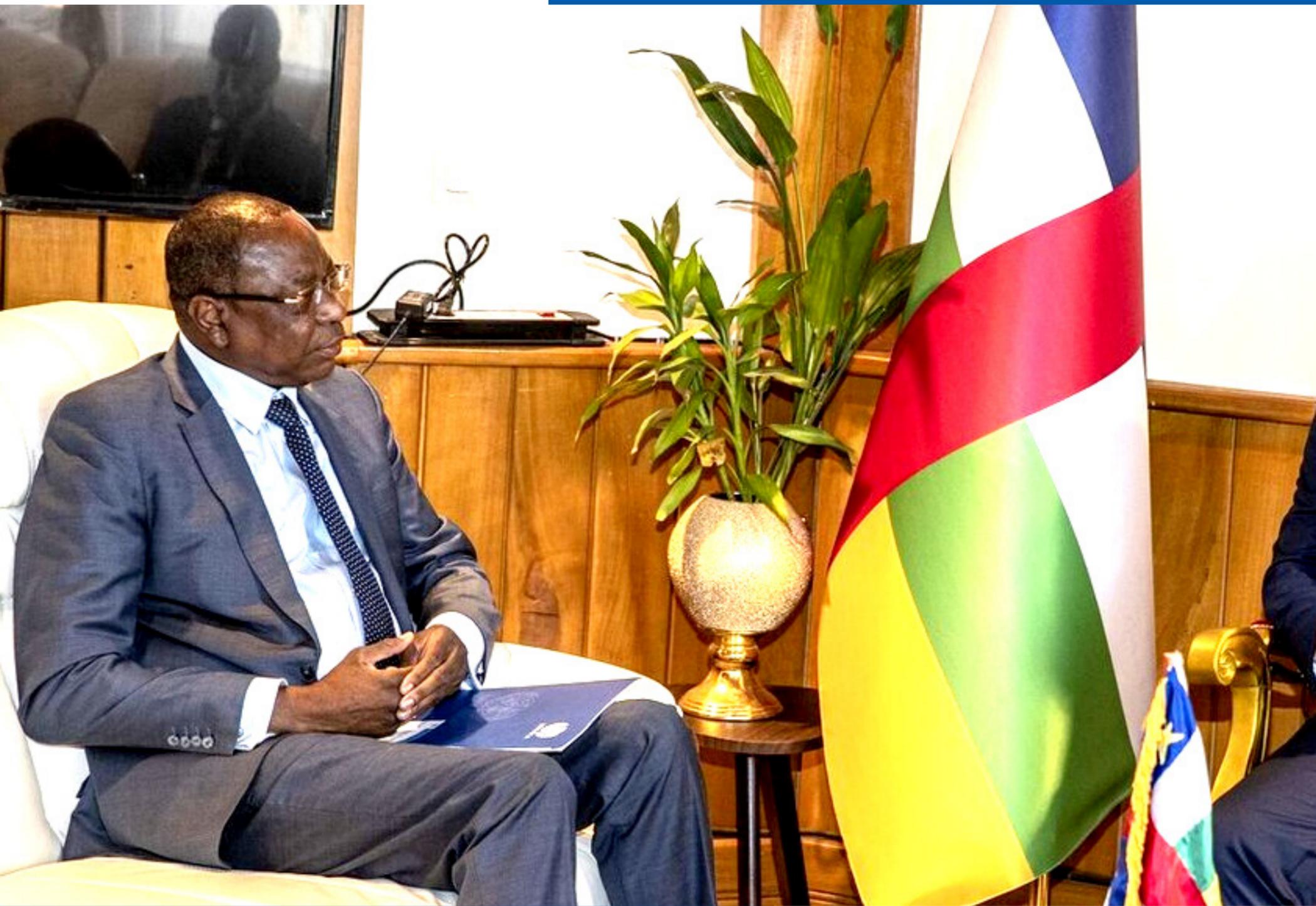
Le dialogue s'inscrit dans le cadre d'un effort visant à travailler avec des partenaires partageant les mêmes idées et des institutions compétentes dans le but de réduire l'expansion et l'influence des groupes terroristes et des menaces connexes dans la région grâce au renforcement de la bonne gouvernance, de l'application de la loi, de la sécurité et des systèmes judiciaires.

Dans son allocution d'ouverture, l'ambassadeur des Etats Unis en Algérie, Elizabeth Aubin a déclaré : « L'Algérie est un partenaire naturel à cet égard. Votre pays est un leader régional qui a fait ses preuves dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, tout en travaillant avec les pays voisins pour développer leurs capacités sécuritaires. » La coopération sécuritaire et la lutte commune contre le terrorisme sont la pierre angulaire des relations américano-algériennes alors que les deux pays cherchent à asseoir la stabilité et la prospérité en Afrique du Nord et au Sahel ■

 Abdel-Lateef Yunus

...des institutions compétentes dans le but de réduire l'expansion et l'influence des groupes terroristes et des menaces connexes dans la région grâce au renforcement de la bonne gouvernance, de l'application de la loi, de la sécurité et des systèmes judiciaires.





La Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA) encourage les habitants de la Centrafrique à combattre la pollution plastique.

L'unité Environnement de la Mission a pris l'initiative de sensibiliser aux effets néfastes de la pollution plastique.

La mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) encourage les habitants de la Centrafrique à combattre la pollution plas-

tique, l'annonce a été faite, au lendemain de la célébration de la Journée mondiale de l'Environnement, par l'un des porte-paroles de la Mission, Guy Karema, mercredi, lors d'un point de presse, à Bangui.

« L'unité Environnement de la Mission a pris l'initiative de sensibiliser aux effets néfastes de la pollution plastique et d'encoura-



ger le personnel des Nations unies, la population locale, les ONG et d'autres partenaires en République centrafricaine à minimiser leur utilisation de plastique », a indiqué Guy Karema, soulignant que « dans ce cadre, différentes activités ont été organisées à Bangui et en provinces pour marquer cet événement ».

Le porte-parole Guy Karema a expliqué qu'« en prélude à la Journée mondiale de l'Environnement, l'unité Environnement de la Mission a organisé des travaux de nettoyage du terrain UCATEX, dans le 8ème arrondissement ; et l'enceinte du Lycée Barthélemy Boganda, dans le 4ème arrondissement de la ville de Bangui. L'objectif est de rendre ces sites propres pour

le bien-être des populations environnantes », a-t-il souligné.

L'objectif est de rendre ces sites propres pour le bien-être des populations environnantes

Paraphrasant le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, dans son message à cette occasion, Guy Karema a noté que « chaque année, l'humanité produit plus de 400 millions de tonnes de plastique, dont un tiers n'est utilisé qu'une seule fois. Chaque jour, l'équivalent de plus de 2 000 camions à ordures remplis de plastique est déversé dans nos océans, dans nos rivières et dans nos lacs », a-t-il dit, soulignant que les conséquences sont catastrophiques d'autant plus que « les microplastiques se retrouvent dans la nourriture que nous mangeons, dans l'eau que nous buvons et dans l'air que nous respirons ».

Prenant la parole, la porte-parole par intérim de la Force, la lieutenant-colonel Yahaya Aïssa, a indiqué que dans la région Est de la RCA, la Force de la MINUSCA accompagne la situation sé-

« En raison du nombre croissant de réfugiés en provenance du Soudan, les casques bleus du contingent zambien y ont établi une base temporaire et effectuent régulièrement des patrouilles de jour comme de nuit dans la localité et ses alentours »

curitaire à Am-Dafock. « En raison du nombre croissant de réfugiés en provenance du Soudan, les casques bleus du contingent zambien y ont établi une base temporaire et effectuent régulièrement des patrouilles de jour comme de nuit dans la localité et ses alentours », a-t-elle affirmé, précisant que « face

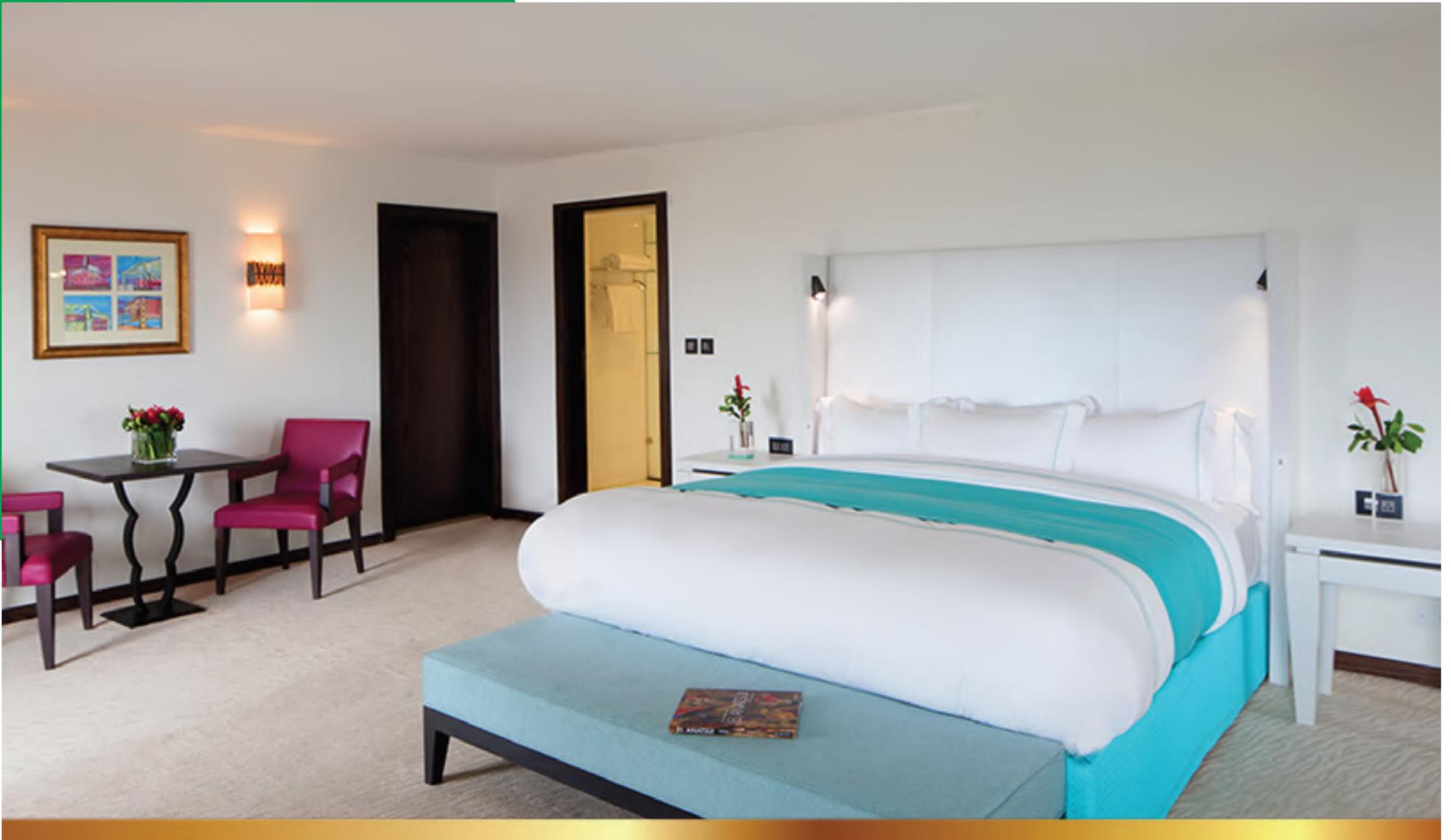
au nombre croissant des réfugiés dans la région d'Am-Dafock, la MINUSCA a commencé à déplacer les civils par petits groupes et par famille vers Birao avant la saison pluvieuse. Jusqu'au 04 juin nous avons pu déplacer 112 familles soit 302 personnes, et nous avons mobilisé 19 camions ».

La lieutenant-colonel Yahaya Aïssa a par ailleurs informé que « la Force de la MINUSCA a renforcé sa présence par une posture forte et prolongée dans le nord-est pour assurer la stabilité et respecter le mandat de protection de la population », notant pour cela « la posture robuste des casques bleus zambiens à Tiringoulou, la Force de réaction rapide tunisienne et la compagnie cambodgienne de génie qui a procédé à la neutralisation d'engins explosifs à Tiringoulou et ses environs ».

Enfin, la porte-parole par intérim de la Force a fait mention de la patrouille de longue portée Kaga-Bandoro – SIKIKEDÉ – Gordil effectuée par la Force de réaction rapide bangladaise et la compagnie pakistanaise de Génie. « Elle a été accueillie dans la joie par les populations locales qui ont exprimé leur reconnaissance à l'endroit des casques bleus pour leur présence dans cette localité », a-t-elle conclu.

A son tour, le porte-parole de la composante Police, l'adjudant-chef Casimir Nagalo, a indiqué que la UNPOL a appuyé, le 03 juin, le transfèrement à Bangui, par vols UN, des présumés auteurs de crimes en provenance de Bambari et Bria, qui ont été immédiatement conduits à la Section de Recherche et Investigation (SRI) ■

 Robert Kananga



Plot 1415 Adetokunbo Ademola Street, PMB 12724
Victoria Island, Lagos, Nigeria, Tel: +23412772700-5
(ext,6124) +23414606100-29 Fax +234 1 2704071
sales@ekohotels.com, reservation@ekohotels.com
banquet@ekohotels, www.ekohotels.com

...nesting international standards with African hospitality



REGISTER NOW

Forbes

UNDER 30

SUMMIT

AFRICA

SAVE THE DATE

Don't Miss Your Chance to Join this Unforgettable
Experience & Network with The World's Top Changemakers

THE 2023 FORBES UNDER 30 SUMMIT AFRICA
APRIL 23-26 | GABORONE, BOTSWANA

MindShare with world-class entrepreneurs, global personalities, VCs, and more. Join us in Gaborone, Botswana where for the second year we'll harness the power of entrepreneurial capitalism amid the continent whose growth will help define the 21st century. Hear from government, venture capital and business role models, providing inspiration for the newest—and next—generation of leaders.

THIS IS AN EXPERIENCE YOU WON'T WANT TO MISS. REGISTER NOW!

CRISE AU SOUDAN

Près de 300 enfants sauvés d'un orphelinat de Khartoum (UNICEF)

Les enfants ont été pris au piège des combats pendant plus de sept semaines, alors que la nourriture et les autres fournitures s'amenuisaient.

Environ 300 nourrissons, enfants en bas âge et enfants plus âgés ont été sauvés d'un orphelinat de la capitale soudanaise après y avoir été piégés par les combats à Khartoum, a indiqué jeudi une agence des Nations Unies. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), « 297 enfants ont été transférés en toute sécurité de l'orphelinat de Mygoma à Khartoum, au Soudan, vers un centre de transit situé dans un endroit plus sûr » de ce pays du nord-est de l'Afrique.

Dans ces conditions, plus de 13,6 millions d'enfants ont un besoin urgent d'une aide humanitaire vitale, le nombre le plus élevé jamais enregistré dans le pays. Selon l'UNICEF, l'impact des violences actuelles continue de menacer la vie et l'avenir des familles et des enfants.

Les enfants ont été pris au piège des combats pendant plus de sept semaines, alors que la nourriture et les autres fournitures s'amenuisaient. Selon les rapports des médias, la zone était inaccessible en raison des combats. « Le déplacement en toute sécurité de ces enfants incroyablement vulnérables vers un lieu sûr offre une lueur d'espoir au milieu du conflit en cours au Soudan », a déclaré dans un communiqué le Représentant de l'UNICEF au Soudan, Mandeep O'Brien.

Plusieurs millions d'enfants restent en danger dans tout le Soudan

« Plusieurs millions d'enfants restent en danger dans tout le Soudan, menacés par les combats, les déplacements et l'impact subséquent sur la fourniture de services vitaux - leurs vies et leur avenir sont menacés chaque jour par ce conflit », a-t-elle ajouté.





Les combats ont fait de nombreuses victimes parmi les civils, en particulier les enfants. Plus de 780 civils ont été tués et 5.800 autres blessés depuis le 15 avril, selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA).

Les enfants sont pris en charge par les ministères de la Protection sociale et de la Santé. L'Agence onusienne apporte son soutien aux soins médicaux, à l'alimentation, à la stimulation psychosociale, aux activités ludiques et éducatives, ainsi qu'aux personnes chargées de s'occuper des enfants déplacés.

Le déplacement en toute sécurité de ces enfants incroyablement vulnérables vers un lieu sûr offre

une lueur d'espoir au milieu du conflit en cours au Soudan

L'UNICEF a apporté son soutien à la réhabilitation et à la préparation du centre de transit où les enfants ont été relogés et collabore avec les autorités compétentes pour trouver des familles d'accueil pour les enfants.

Les combats ont fait de nombreuses victimes parmi les civils, en particulier les enfants. Plus de 780 civils ont été tués et 5.800 autres blessés depuis le 15 avril, selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA).

Le conflit a forcé plus de 1,9 million de personnes à fuir leur domicile, dont environ 477.000 ont traversé les pays voisins, selon l'agence des Nations unies pour les migrations. D'autres restent coincées dans leurs maisons, incapables de s'échapper alors que les

réserves de nourriture et d'eau s'amenuisent surtout dans la capitale.

148 camions transportant 7.400 tonnes d'articles de secours depuis le 24 mai

Dans ces conditions, plus de 13,6 millions d'enfants ont un besoin urgent d'une aide humanitaire vitale, le nombre le plus élevé jamais enregistré dans le pays. Selon l'UNICEF, l'impact des violences actuelles continue de menacer la vie et l'avenir des familles et des enfants.

« Les services de base sont coupés et de nombreux établissements de santé sont fermés, endommagés ou détruits », a insisté l'agence onusienne.

Alors que les combats se poursuivent au Soudan, l'ONU, avec ses partenaires, se mobilise pour atteindre davantage de personnes dans le besoin. Depuis le 24 mai, l'OCHA a facilité le déplacement d'au moins 148 camions transportant quelque 7.400 tonnes d'articles de secours vers diverses régions du pays.

« Cessez-le-feu ou pas, l'ONU continuera d'agir – mais nous devons mettre fin à la violence et nous devons mettre fin au pillage des installations humanitaires », a dit hier mercredi à New York, Stéphane Dujarric, le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU.

Par ailleurs, le plan de réponse humanitaire révisé des Nations Unies pour le Soudan est financé à moins de 16%. Sur les 2,6 milliards de dollars requis pour la réponse de cette année, un peu plus de 400 millions de dollars ont été reçus ■

 Robert Kananga





Afreximbank soutiendra l'investissement des gouvernements sous-souverains en Afrique

M. Zanamwe a présenté une série d'instruments et de produits développés par Afreximbank pour aider les gouvernements sous-souverains à identifier les opportunités commerciales.

L'accueil de la 29ème session du Comité Exécutif de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique au Ciala Resorts à Kisumu, Kenya, a offert l'opportunité d'organiser un atelier le 2 juin 2023 avec la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) afin de s'adresser aux dirigeants des gouvernements locaux et infranationaux d'Afrique.

L'atelier a été organisé à l'initiative du gouvernement du comté de Kisumu en partenariat avec CGLU Afrique et Afreximbank. Étaient présents des dirigeants de gouvernements locaux et infranationaux, y compris les gouverneurs et gouverneurs adjoints du Bloc Economique de la Région des Lacs, les membres du comité exécutif de CGLU Afrique et du Secrétariat, ainsi que les fonctionnaires et officiers du gouvernement du comté de Kisumu.

Le gouverneur de Kisumu, le professeur Peter Anyang' Nyongo'o, a souligné l'importance de la création de cette initiative.

"Nous avons apprécié la possibilité que l'Afreximbank intervienne pour soutenir les gouvernements infranationaux. La direction de CGLU Afrique s'est longtemps battue dans ce domaine et a donc créé l'Agence Territoriale Afrique pour le Commerce et l'Investissement (ATIA). Cela contribue à l'opportunité qui nous est offerte aujourd'hui d'accueillir sur cette plateforme Afreximbank. Ensemble, nous croyons que l'Afrique se développera", a-t-il déclaré.

"Tout développement est local. Cela signifie que, si vous voulez vous développer, vous commencez localement. Nous avons créé l'ATIA, parce que nous voulions que

les gouvernements locaux et infranationaux d'Afrique participent à la réalisation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). CGLU Afrique a signé un protocole d'accord avec Afreximbank pour améliorer le niveau d'investissement au niveau sous-souverain de la gouvernance. Pour que tout cela soit moteur de changement pour le développement de ce continent", a déclaré M. Jean Pierre Elong Mbassi, Secrétaire Général de CGLU Afrique.

Il est à noter que le protocole d'accord signé entre Afreximbank et CGLU Afrique, contient un plan de mise en œuvre détaillé qui garantira les idéaux d'une collaboration pour améliorer la gouvernance et les conditions économiques des gouvernements sous-souverains et pour le développement d'un système de gestion des données afin de stimuler le développement économique dans les régions africaines.

Dr. Gainmore Zanamwe, directeur par intérim de la Banque de commerce intra-africaine, a présenté les principaux produits de financement d'Afreximbank susceptibles d'intéresser les gouvernements sous-souverains. "Nous voulons travailler avec vous pour vous aider à construire vos projets de développement. Et pour ceux qui ont déjà lancé leurs projets, nous pouvons vous aider à trouver des investisseurs. Nous pensons en effet que c'est au niveau infranational que les affaires se font", a-t-il expliqué.

M. Zanamwe a présenté une série d'instruments et de produits développés par Afreximbank pour aider les gouvernements sous-souverains à identifier les opportunités commerciales et à soutenir la conception d'un portefeuille de projets banca-

bles qui participeraient au changement de la trajectoire de développement durable des gouvernements sous-souverains en Afrique.

Parmi ces instruments et produits, M. Zanamwe a mis l'accent sur les éléments suivants :

- Instrument de préparation des projets d'Afreximbank (APPF) : Un instrument clé à travers lequel la Banque soutient le développement de projets depuis la conceptualisation jusqu'à un stade de leur bancabilité afin d'attirer l'attention des investisseurs ;

«Nous voulons travailler avec vous pour vous aider à construire vos projets de développement. Et pour ceux qui ont déjà lancé leurs projets, nous pouvons vous aider à trouver des investisseurs.»

- Fonds d'adaptation à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) : Le Fonds aide les pays africains et le secteur privé à participer efficacement au nouvel environnement commercial établi dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

- Système de garantie du transit : Ce système facilite la circulation des marchandises au sein des communautés économiques régionales (CER) ou à travers le continent en utilisant une technologie unique qui permet aux obligations continentales de promouvoir le commerce intra-africain dans le cadre de la ZLECAf.

- Parcs industriels et zones économiques spéciales : faciliter l'émergence et l'expansion des parcs industriels (PI) et des zones franches d'exportation (ZFE), en mettant l'accent sur l'industrie légère et l'agro-industrie.

- Compagnies d'export commercial : remédier à la défaillance du marché institutionnel en fournissant des informations sur le marché, en regroupant les produits, en trouvant des marchés et en aidant les fabricants, les PME et les négociants transfrontaliers informels à participer au commerce international.

- Le Portail de Commerce Africain : plateforme Internet dédiée au commerce international africain au niveau du continent.

- Financement des investissements in-

tra-africains : se concentre sur le financement de la promotion des investissements étrangers directs ou des investissements africains directs. Il soutient la création et/ou l'expansion d'entreprises par une entité d'un pays africain dans un autre pays africain.

- Garantie des investissements intra-africains : son objectif est de protéger les investisseurs contre les risques susceptibles de porter atteinte à leurs droits d'investissement ou à leurs revenus.

- Garanties liées aux contrats : Réémettre une large gamme de garanties spécia-

Garantie des investissements intra-africains : son objectif est de protéger les investisseurs contre les risques susceptibles de porter atteinte à leurs droits d'investissement ou à leurs revenus.

lisées (c'est-à-dire des garanties de soumission, des garanties d'exécution, des garanties de paiement anticipé et des garanties de rétention) émises par les IF en faveur des entreprises africaines de construction/contractantes pour qu'elles fournissent des services de construction dans d'autres pays africains.

Les participants ont exprimé leur intérêt à recevoir le soutien d'Afreximbank pour rédiger des projets bancables et avoir accès aux investisseurs. Au cours du débat très animé qui a suivi la présentation

d'Afreximbank, M. George Mwanza, Maire de Chapati (Zambie) et vice-président du Réseau des Jeunes Elus Locaux Africains (YELO), a plaidé pour une " forte implica-

tion des jeunes et des femmes dans le financement des projets, mais uniquement à travers CGLU Afrique, en tant que partenaire de prestation et de mise en œuvre d'Afreximbank ".

La direction de CGLU Afrique s'est longtemps battue dans ce domaine et a donc créé l'Agence Territoriale Afrique pour le Commerce et l'Investissement (ATIA) Après avoir commenté et répondu aux questions soulevées au cours du débat, M. Zanamwe a invité les participants de l'atelier à participer à la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2023), qui se tiendra au Caire, en Égypte, du 9 au 15 novembre 2023.

Après le succès historique d'Africités 9, qui s'est tenu à Kisumu, en mai 2022, Sommet qui a accueilli 13 000 participants, un nouveau jalon sera l'organisation du Forum d'investissement de Kisumu qui se tiendra en octobre 2023 comme résultat de l'étude en cours sur le développement économique local du comté de Kisumu coorganisé par le gouvernement du comté de Kisumu, Afreximbank, et CGLU Afrique. L'accueil de la 29ème session du Comité Exécutif de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique au Ciala Resorts à Kisumu, Kenya, a offert l'opportunité d'organiser un atelier le 2 juin 2023 avec la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) afin de s'adresser aux dirigeants des gouvernements locaux et infranationaux d'Afrique.

L'atelier a été organisé à l'initiative du gouvernement du comté de Kisumu en partenariat avec CGLU Afrique et Afreximbank. Étaient présents des dirigeants de gouvernements locaux et infranationaux, y compris les gouverneurs et gouverneurs adjoints du Bloc Economique de la Région des Lacs, les membres du comité exécutif de CGLU Afrique et du Secrétariat, ainsi que les fonctionnaires et officiers du gouvernement du comté de Kisumu.

Le gouverneur de Kisumu, le professeur Peter Anyang' Nyongo'o, a souligné l'importance de la création de cette initiative. "Nous avons apprécié la possibilité que l'Afreximbank intervienne pour soutenir les gouvernements infranationaux. La direction de CGLU Afrique s'est longtemps battue dans ce domaine et a donc créé l'Agence Territoriale Afrique pour le Commerce et l'Investissement (ATIA). Cela contribue à l'opportunité qui nous est offerte aujourd'hui d'accueillir sur cette plateforme Afreximbank. Ensemble, nous croyons que l'Afrique se développera", a-t-il déclaré.





"Tout développement est local. Cela signifie que, si vous voulez vous développer, vous commencez localement. Nous avons créé l'ATIA, parce que nous voulions que les gouvernements locaux et infranationaux d'Afrique participent à la réalisation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). CGLU Afrique a signé un protocole d'accord avec Afreximbank pour améliorer le niveau d'investissement au niveau sous-souverain de la gouvernance. Pour que tout cela soit moteur de changement pour le développement de ce continent", a déclaré M. Jean Pierre Elong Mbassi, Secrétaire Général de CGLU Afrique.

Il est à noter que le protocole d'accord signé entre Afreximbank et CGLU Afrique, contient un plan de mise en œuvre détaillé qui garantira les idéaux d'une collaboration pour améliorer la gouvernance et les conditions économiques des gouvernements sous-souverains et pour le développement d'un système de gestion des données afin de stimuler le développement économique dans les régions africaines.

Dr. Gainmore Zanamwe, directeur par intérim de la Banque de commerce intra-africaine, a présenté les principaux produits de financement d'Afreximbank susceptibles d'intéresser les gouvernements sous-souverains. "Nous voulons travailler avec vous pour vous aider à construire vos projets de développement. Et pour ceux qui ont déjà lancé leurs projets, nous pouvons vous aider à trouver des investisseurs. Nous pensons en effet que c'est au niveau infranational que les affaires se font", a-t-il expliqué.

M. Zanamwe a présenté une série d'instruments et de produits développés par Afreximbank pour aider les gouvernements sous-souverains à identifier les opportunités commerciales et à soutenir la conception d'un portefeuille de projets bancables qui participeraient au changement de la trajectoire de développement durable des gouvernements sous-souverains en Afrique.

Parmi ces instruments et produits, M. Zanamwe a mis l'accent sur les éléments suivants :

- Instrument de préparation des projets d'Afreximbank (APPF) : Un instrument clé à travers lequel la Banque soutient le déve-

«Nous voulons travailler avec vous pour vous aider à construire vos projets de développement.»

veloppement de projets depuis la conceptualisation jusqu'à un stade de leur bancabilité afin d'attirer l'attention des investisseurs ;

- Fonds d'adaptation à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) : Le Fonds aide les pays africains et le secteur privé à participer efficacement au nouvel environnement commercial établi dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

- Système de garantie du transit : Ce système facilite la circulation des marchandises au sein des communautés économiques régionales (CER) ou à travers le continent en utilisant une technologie unique qui permet aux

obligations continentales de promouvoir le commerce intra-africain dans le cadre de la ZLECAf.

- Parcs industriels et zones économiques spéciales : faciliter l'émergence et l'expansion des parcs industriels (PI) et des zones franches d'exportation (ZFE), en mettant l'accent sur l'industrie légère et l'agro-industrie.

- Compagnies d'export commercial : remédier à la défaillance du marché institutionnel en fournissant des informations sur le marché, en regroupant les produits, en trouvant des marchés et en aidant les fabricants, les PME et les négociants transfrontaliers informels à participer au commerce international.

- Le Portail de Commerce Africain : plateforme Internet dédiée au commerce international africain au niveau du continent.

- Financement des investissements intra-africains : se concentre sur le financement de la promotion des investissements étrangers directs ou des investissements africains directs. Il soutient la création et/ou l'expansion d'entreprises par une entité d'un pays africain dans un autre pays africain.

- Garantie des investissements intra-africains : son objectif est de protéger les investisseurs contre les risques susceptibles de porter atteinte à leurs droits d'investissement ou à leurs revenus.

- Garanties liées aux contrats : Réémettre une large gamme de garanties spécialisées (c'est-à-dire des garanties de soumission, des garanties d'exécution, des garanties de paiement anticipé et des garanties de rétention) émises par les IF en faveur des entreprises africaines de construction/contractantes pour qu'elles fournissent des services de construction dans d'autres pays africains.

Les participants ont exprimé leur intérêt à recevoir le soutien d'Afreximbank pour rédiger des projets bancables et avoir accès aux investisseurs. Au cours du débat très animé qui a suivi la présentation d'Afreximbank, M. George Mwanza, Maire de Chapati (Zambie) et vice-président du Réseau des Jeunes Elus Locaux Africains (YELO), a plaidé pour une " forte implication des jeunes et des femmes dans le financement des projets, mais uniquement à travers CGLU Afrique, en tant que partenaire de prestation et de mise en œuvre d'Afreximbank ".

Après avoir commenté et répondu aux questions soulevées au cours du débat, M. Zanamwe a invité les participants de l'atelier à participer à la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2023), qui se tiendra au Caire, en Égypte, du 9 au 15 novembre 2023.

Après le succès historique d'Africités 9, qui s'est tenu à Kisumu, en mai 2022, Sommet qui a accueilli 13 000 participants, un nouveau jalon sera l'organisation du Forum d'investissement de Kisumu qui se tiendra en octobre 2023 comme résultat de l'étude en cours sur le développement économique local du comté de Kisumu coorganisé par le gouvernement du comté de Kisumu, Afreximbank, et CGLU Afrique ■



 Christophe G. Djossou



AMARA SUITES

PREMIUM SERVICED APARTMENTS

Born in Lagos...



...providing authentic experiences since 2011



amarasuites

Web
www.amarasuites.com

Telephone
+234-907-866-8689

Email
info@amarasuites.com

#SUCCESS
3
TOGETHER



3 times Top Employer

Global recognition for excellence in people practices as our organisation's *#ThinkHumanFirst* strategy successfully delivers.

An overall score of **82.44%** across all the categories is testament to our commitment in ensuring that our values are translated into the behaviours that make us a **Top Employer**.

For more, visit www.momentummetropolitan.co.za



Une réalisation marquante dans la promotion de la croissance économique et l'accès aux marchés de capitaux pour les villes africaines

**La table ronde s'est concentrée sur
ATIA et son rôle dans la création d'une
politique gouvernementale favorable et
d'un environnement réglementaire pour
l'émission d'obligations.**

Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique) (<http://www.UCLGA.org>) et la Banque Africaine de Développement (BAD), avec le soutien de la Development Bank of Southern Africa (DBSA), du C40 Cities, du Trésor National d'Afrique du Sud et de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), ont conclu la deuxième phase du programme de renforcement des capacités des Directeurs financiers des villes africaines et des gouvernements internationaux à Johannesburg du 29 mai au 02 juin 2023. Cet effort de collaboration marque une étape importante dans la promotion de l'économie et du développement financier dans les villes africaines.

La cérémonie d'ouverture a réuni des intervenants clés qui ont partagé leurs points de vue sur l'importance de l'accès aux marchés des capitaux et le pouvoir transformateur des initiatives financières. Parmi les orateurs distingués figuraient l'honorable Peter

Anyang Nyong'o, Gouverneur du Comté de Kisumu, au Kenya ; Mme Alice Nabalamba, Division urbaine, Banque africaine de développement ; Mme Mobjabeng Manthata, Development Bank of Southern Africa ; M. Hastings Chikkoko, Directeur régional pour l'Afrique, C40 Cities ; et M. Jean Pierre Elong Mbassi, Secrétaire Général de CGLU Afrique.

Au cours de la première journée, une table ronde et plusieurs sessions ont abordé des sujets cruciaux liés aux finances municipales et à l'émission obligataire.

La table ronde s'est concentrée sur l'Agence Territoriale Africaine du Commerce et de l'Investissement (ATIA) et son rôle dans la création d'une politique gouvernementale favorable et d'un environnement réglementaire pour l'émission d'obligations. Les participants ont

souligné la nécessité de cadres réglementaires transparents et solides pour renforcer la confiance des investisseurs. Le Gouverneur Anyang Nyong'o a souligné les défis de la collecte de ressources pour les investissements des comtés au Kenya et a exprimé son intérêt à utiliser l'ATIA comme intermédiaire. M. Eduardo Nguenha, Maire adjoint et conseiller en charge des finances à Maputo, au Mozambique, a évoqué le lien entre l'accès au marché des capitaux et la décentralisation au Mozambique, tandis que M. Kolisan Molumkoalane a souligné l'importance de la solvabilité et de l'évaluation des risques dans le cadre d'emprunt de l'Afrique du Sud. Mme Valérie White, ancienne Directrice générale de Standard & Poor's Global Ratings (S&P) à New York, a partagé son point de vue sur le marché

des obligations municipales aux États-Unis, en soulignant le rôle des agences de notation et l'applicabilité potentielle des incitations fiscales en Afrique.

La première session a réuni des experts de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et du Centre africain pour les villes (ACC) qui ont partagé des informations précieuses sur la solvabilité municipale, la stratégie de financement, le renforcement institutionnel et l'Initiative Africa Sustainable City. M. André Kruger et M. Ioannis Filopoulos de la BEI ont souligné

**Le Gouverneur
Anyang Nyong'o a
souligné les défis
de la collecte de
ressources pour
les investissements
des comtés
au Kenya...**

l'importance des notations de crédit et des antécédents de réussite pour attirer les investisseurs, tandis que Mme Liza Cirolia de l'ACC a souligné la nécessité d'une réglementation sensée et d'une évaluation des capacités des collectivités territoriales avant d'accéder au marché des capitaux. La discussion a également souligné la différenciation entre les emprunts sociaux et générateurs de revenus et a souligné l'importance des règles budgétaires, de la budgétisation, de la gestion des revenus et de la gestion des dépenses pour les villes africaines et les collectivités territoriales.

La deuxième session a porté sur le cadre législatif et réglementaire de l'accès des municipalités sud-africaines aux marchés de capitaux. Mme Sandra Sekgetle du Trésor National a partagé son expertise en matière de politiques, de lois et de réglementations régissant les emprunts et les investissements dans le pays au niveau municipal. Des représentants de la

Development Bank of Southern Africa (DBSA), Mme Mojabeng Manthata, ont discuté des opportunités de financement municipal et du rôle de la DBSA dans le développement des infrastructures. La discussion a également abordé d'autres sources de financement et le potentiel des services de conseil. Cet effort de collaboration marque une étape importante dans la promotion de l'économie et du développement financier dans les villes africaines

Les participants ont soulevé des questions et des commentaires importants concernant le rôle du pouvoir judiciaire, l'influence des institutions de finance-

Le cadre législatif et réglementaire sud-africain régissant l'accès au marché des capitaux, y compris les emprunts et les investissements, a été mis en évidence et discuté.



ment du développement (IFD) sur les gouvernements nationaux, l'importance des agences de notation de crédit et la nécessité de notations contextualisées en Afrique. Le cadre législatif et réglementaire sud-africain régissant l'accès au marché des capitaux, y compris les emprunts et les investissements, a été mis en évidence et discuté. Les discussions du premier jour ont également souligné l'importance pour CGLU Afrique de faciliter le dialogue et le partage des connaissances sur le financement des collectivités locales, ainsi que la valeur potentielle de CEE Rating en termes de fourniture d'informations exploitables.

Au cours des deuxième et troisième jours, les participants ont tiré les leçons des études de cas pratiques menées dans des villes sud-africaines telles que Johannesburg, eThekweni et Tshwane. Ces études de cas ont présenté la mise en œuvre réussie de l'émission d'obli-

gations municipales comme moyen pour les municipalités de financer des projets d'infrastructure et d'autres initiatives de développement. Les participants ont exploré des sujets tels que la notation et la cotation des obligations municipales, ainsi que le rôle crucial joué par les institutions de financement du développement (IFD) dans le soutien aux finances municipales. Le programme a fourni des informations précieuses sur les aspects pratiques et les défis liés à l'accès aux marchés de capitaux pour le financement municipal. Les deuxième et troisième jours du programme se sont avérés très instructifs et bénéfiques pour les participants car ces derniers ont acquis des connaissances pratiques et un aperçu des stratégies de financement municipal. Les études de cas, les discussions sur les obligations municipales et le rôle des IFD ont fourni aux participants une base solide pour explorer et mettre en œuvre des mécanismes financiers efficaces pour soutenir le développement



Les participants se sont engagés dans des activités de mise en réseau, favorisant les connexions et les collaborations qui feraient progresser le développement économique et financier dans les villes africaines.

et PDG de Carmel Global Market, a joué un rôle crucial dans la facilitation de cette discussion, qui visait à créer une plateforme de collaboration et de partage des connaissances entre les parties prenantes intéressées par les marchés des obliga-

tions municipales en Afrique.

De plus, la réunion du réseau FiNet a permis de discuter des activités et des publications liées aux finances municipales. Les participants se sont engagés dans des activités de mise en réseau, favorisant les connexions et les collaborations qui feraient progresser le développement économique et financier dans les villes africaines.

La cérémonie de clôture du programme de renforcement des capacités des Directeurs financiers des villes africaines et des gouvernements infranationaux a marqué une étape importante dans l'autonomisation des villes africaines pour accéder aux marchés de capitaux et pour stimuler le développement économique. Des représentants d'organisations clés ont réitéré leur engagement à soutenir les villes africaines et les gouvernements infranationaux dans leurs efforts financiers. La cérémonie a été l'occasion de réfléchir aux réalisations du programme, de définir les étapes futures et de favoriser le réseautage et la collaboration entre les participants, faisant ainsi progresser le développement économique et financier des villes africaines ■

 CGD

La session porta sur l'importance des nouvelles opportunités de financement vert et climatique.

des infrastructures et stimuler une croissance durable dans leurs villes et régions respectives.

Le programme de la quatrième journée comprenait une session et une table ronde abordant des sujets clés liés aux finances municipales et à l'émission d'obligations. La première

session fut consacrée à la notation et à la cotation des obligations municipales aux États-Unis, avec comme oratrice Mme Valérie White, ancienne Directrice générale de Standard & Poor's Global Ratings (S&P) à New York.

La table ronde fut centrée sur le rôle des institutions de financement du développement (IFD). La table ronde comprenait des panélistes estimés tels que Mme Harriet Kiwanuka, Responsable Principale des Investissements au Département du développement financier de la Banque africaine de développement ; M. Mohan Vivekanandan de la

Development Bank of Southern Africa ; et M. André Kruger de la Banque européenne d'investissement. Le dernier jour du programme fut marqué par une session et une table ronde. La session porta sur l'importance des nouvelles opportunités de financement vert et climatique. M.

Anton Cartwright du Centre africain des villes (ACC) a animé la discussion, fournissant des informations précieuses sur le potentiel de ces opportunités de financement pour soutenir des projets durables et résilients au changement climatique.

La table ronde s'est centrée sur la création de la Communauté du Marché des Obligations Municipales Africaines (OMA) et du Centre de Pratique du Marché OMA. Dr Zienzi Dillion, ancien responsable du secteur public de la Banque d'investissement et d'affaires de Barclays Africa hors d'Afrique du Sud

USINE DE MENUISERIE

Depuis plus de 12 ans, la section de menuiserie ITB a répondu aux besoins du marché en fournissant des produits et une expertise pour de nombreux bâtiments novateurs. Travaillant avec un réseau international de fournisseurs (Europe, Liban, France et Nigéria), notre capacité s'étend à la production de plus de 10 200 m² d'armoires de cuisine et d'armoires avec penderie par an et de 5000 pièces de portes pleines et affleurantes de plus haute qualité.

#builditright



DIVISION PRÉFABRIQUÉ

WWW.ITBNG.COM



DIVISION MEP

WWW.ITBNG.COM



ITB - DIVISION MEP

Fondée en 2006 en tant que filiale d'ITB Nigeria Limited, ITB Division MEP est une nouvelle génération de mécanique, d'électricité et de plomberie (MEP). Malgré son jeune âge, cette division est l'un des principaux prestataires parmi les autres au Nigéria, fournissant des services contractuels MEP exhaustifs pour projets à toute échelle. La Division MEP ITB dispose d'une équipe à part entière d'ingénieurs hautement qualifiés et de personnel technique du secteur Electrique & Mécanique afin de réaliser de grands projets clés. #builditright

USINE DE MENUISERIE

Depuis plus de 12 ans, la section de menuiserie ITB

a répondu aux besoins du marché en fournissant des produits et une expertise pour de nombreux bâtiments novateurs.

Travaillant avec un réseau international de fournisseurs (Europe, Liban, France et Nigéria), notre capacité s'étend à la production de plus de 10 200 m² d'armoires de cuisine et d'armoires avec penderie par an et de 5000 pièces de portes pleines et affleurantes de plus haute qualité. #builditright



DIVISION
PRÉFABRIQUÉ

WWW.ITBNG.COM



ITB NIGERIA LIMITED
SUCCURSALE BENIN



DIVISION
BETON

WWW.ITBNG.COM





TRUSTED PARTNER

Our clients are at the centre of everything we do. With our extensive presence and experience in sub-Saharan Africa, to the depth of our sector expertise, we are uniquely positioned as the right partner to help build your business.

For enquiries, email CallMe@stanbicibtc.com



#GoForGrowth

AAA Rated*

Validated and fully equipped to serve

*AAA (nga) Fitch Ratings

*AAA (NG) Global Credit Ratings

Stanbic IBTC IT CAN BE™

A member of Standard Bank Group